35¢

CITÉ LIBRE

XIe année, No 33 JANVIER 1961 NOUVELLE SÉRIE

LE NOUVEAU PARTI

(Lire en page 4 l'article de Marcel Rioux)

•

Sauveur de la tribu?

(photo ci-contre et article d'Adèle Lauzon en page 10)



SOMMAIRE

Sommaire

La maquette typographique est de Gilles Robert

XIe année, No 33
Janvier 1961

Revue mensuelle

•

Editeur et propriétaire
Le Syndicat coopératif d'édition Cité libre

Imprimé à Montréal par
l'Imprimerie Judiciaire Enrg.

Autorisé comme envoi postal de deuxième classe Ministère des Postes Ottawa

Rédaction et administration
1130 est, rue Lagauchetière
Montréal 24 — LA 3-1182

Service des abonnements:
Périodica Inc.
5090, av. Papineau
Montréal 34 — LA 6-3361

Abonnement annuel: $3.50
Abonnement de soutien: $10

Vente au numéro:
Agence de Distribution Populaire
1130 est, rue Lagauchetière
Montréal 24 — LA 3-1182

CITÉ LIBRE
NOUVELLE SÉRIE



LA RESTAURATION

ENTRE '89 et la première Restauration des Bourbons, il s'est écoulé un quart de siècle, soit exactement le lapse de temps qui a séparé le coup de mort donné au Parti libéral québécois en 1935 et son retour au pouvoir en juin dernier.

Les adolescents qui avaient vu s'ouvrir ces deux périodes sur la promesse d'une libération extraordinaire étaient devenus des hommes mûrs avant que l'histoire ne se refermât sur leur jeunesse, jeunesse qui avait été forcée — au nom d'un patriotisme et d'une grandeur illusoire — de vivre sous le régime de la Terreur et de la Dictature.

On serait tenté de pousser le parallélisme jusqu'à l'exécution finale de Louis XVI et de Taschereau, jusqu'aux Cents Jours de Paul Sauvé, jusqu'à la taille même (mais non la grandeur) de celui qui exerça durant quinze années sans interruption l'autorité absolue. Mais il vaut mieux arrêter ce jeu: on serait stupéfait par l'absence totale de génie qui a caractérisé nos hommes publics. Qui pourrait en effet imaginer Hilaire Beauregard dans le rôle de Joseph Fouché, et qui saurait voir sans rire un Paul Bouchard sans-culotte?

Mais ajoutons au moins ceci. Les hommes qui frôlaient la quarantaine en 1814 ne voyaient pas sans appréhension la Restauration de cette famille même qui avait naguère causé tant de mal et sanctionné tant d'injustices. Ils eurent tôt fait de constater que "les Bourbons, au sortir de l'exil, n'avaient rien oublié, rien appris", et de prévoir qu'en conséquence le pays aurait à traverser encore bien des malheurs politiques.

De même, si en juin 1960 l'équipe de *Cité libre* dut par la force des choses adhérer à la politique du moindre mal libéral, comme étant la seule manière de mettre fin à l'imposture et à la corruption, après les élections nous avons salué la Restauration libérale avec réserves, soutenant qu'il fallait "...en même temps appuyer

les Libéraux, leur faire opposition et préparer une idéologie de rechange." Et c'est dans cet esprit que depuis quelques mois nous avons accueilli sur la politique provinciale des articles aussi divers que ceux d'Evelyn Dumas, de Jean-Claude Lebel, de Michel Roy, de Jean Marchand, de Jean-Paul Lefebvre, de Vianney Décarie, de Gabriel Gagnon.

Nous aurions pensé que cet éclectisme — ou, si l'on préfère, cette ambigüité — aurait pu avec avantage durer encore quelque temps. Mais voici que dans la présente livraison Marcel Rioux, forçant les étapes, nous convie à appuyer carrément le Nouveau Parti. Puisqu'il se trouve que cet ami est un collaborateur régulier de *Cité libre*, son opinion risque d'être prise pour celle de la revue: il faut donc dire qu'il n'en est rien.

Certes, nous serions d'accord sur la nécessité d'élaborer une pensée radicale, et à vrai dire *Cité libre* n'a pas attendu cet appel pour y voir. Nous serions d'accord aussi sur l'importance d'avoir au Québec un puissant parti de gauche. Mais c'est sur la *possibilité* actuelle de ce parti que nous différons d'opinion; et nous craignons qu'à forcer sa naissance nous ne l'accouchions mort-né.

A notre avis, Rioux n'a pas suffisamment examiné le contexte sociologique où il veut mettre bas. Les électeurs qui ont passé une génération entière dans l'opposition et quelques fois la persécution voient enfin leurs idées et tantôt leurs amis installés au pouvoir: ces électeurs ne sont pas prêts à se lancer, immédiatement et sans reprendre souffle, dans une nouvelle opposition.

Dans un an, ou deux, ou davantage, la situation sera sans doute différente; les Libéraux auront fait des prodiges, ou des malheurs ,et nous serons acculés à des options fermes. Et nous pourrons alors nous appuyer sur un électorat soit enthousiaste, soit désabusé, mais qui à tout événement aura eu le temps de souffler.

Mais aujourd'hui, *aujourd'hui,* d'où vient qu'il faille se mettre à fonder un nouveau parti? Car c'est bien de cela qu'il s'agit; il ne s'agit nullement de militer au sein d'un parti existant auquel nous aurions jadis adhéré et qui continuerait tout bonnement ses luttes anciennes; en ce cas nous n'aurions peut-être pas de choix. Mais il s'agit d'un *nouveau parti* qui *doit* être fondé aujourd'hui dans le Québec pour l'excellente raison que d'autres hommes dans d'autres provinces ont décidé que le moment était venu de le fonder là-bas!

Nous songeons, non sans amertume, aux années perdues de 1956 à 1959, alors que l'Union nationale devenait sénile et que le Parti libéral était terrassé par sa défaite au fédéral: le Rassemblement et plus tard l'Union des forces démocratiques tentaient alors un regroupement des gauches qui aurait pu éventuellement déboucher sur un nouveau parti.

Mais les deux groupes principaux des "fondateurs" d'aujourd'hui avaient pris soin hier de faire le vide autour de ce "nouveau parti" en puissance, et à cela chaque groupe avait ses raisons:

1 — Pour les uns, il ne fallait pas créer un mouvement de gauche qui pût risquer de supplanter le P.S.D., — avant que les P.S.D. des autres provinces y eussent pensé, et en eussent donné le signal. (Que M. Ed. Finn de Terreneuve ait précisément devancé le signal, et qu'il soit accueilli aujourd'hui comme un héros par le Nouveau Parti, cela évidemment ne trouble pas la logique servile de nos P.S.D. québécois.)

2 — Le Rassemblement et l'U.F.D. étaient destinés à faire échec à M. Duplessis; or ce but était proprement inadmissible pour ces chefs ouvriers, de la F.T.Q. notamment, qui depuis longtemps avaient passé alliance avec l'Union nationale. (On nous explique aujourd'hui leur conversion au Nouveau Parti en disant que le 22 juin "ils ont compris". Mais compris quoi, bon dieu? Qu'ils ne peuvent plus coucher dans le lit du parti au pouvoir: ce qui fait qu'ils fondent un nouveau parti pour la seule raison qu'ils ne veulent pas coucher dehors...)

En résumé, nous ne pouvons que reprendre une phrase publiée dans *Cité libre* en août dernier: "Si donc les conditions d'établissement du Nouveau Parti dans le Québec n'existent pas, il est inutile de faire *comme si* elles existaient: il faut commencer par les établir et ne pas se laisser bousculer par des échéances que d'autres se sont fixées dans d'autres provinces."

Je sais bien que la question se complique du fait que nous aurons peut-être dès cette année des élections fédérales, et que lors de ces élections le Nouveau Parti peut dans plusieurs provinces l'emporter sur les Conservateurs moribonds et les Libéraux sans élan; et alors l'électorat québécois serait fortement tenté de faire encore une fois le "suiveux". Mais raison de plus pour veiller à ce que le Nouveau Parti dans le Québec soit autre chose qu'un ramassis de doctrinaires sans racines et de chefs syndiqués en quête d'un gîte politique. Raison de plus pour ouvrir au plus tôt des consultations où la gauche québécoise se hâterait lentement à préciser quelle place elle peut occuper dans la politique fédérale, provinciale et éventuellement municipale, et quel rôle elle entend jouer à chaque échelon électoral.

Car enfin nous assistons à un paradoxe: la plupart de ceux qui étaient à gauche il y a six mois se tiennent maintenant à l'écart du Nouveau Parti, tandis que la plupart de ceux qui s'empressent autour de ce parti aujourd'hui appuyaient carrément la réaction il y a six mois.

Cette situation demande à être analysée, en même temps que beaucoup d'autres. Celle-ci notamment: la remarquable renaissance du nationalisme québécois, en particulier chez les générations montantes. La gauche doit reprendre le dialogue avec ces nationalistes et définir de nouveau ses po-

sitions vis-à-vis eux. C'est dans cet esprit et à titre de provocation que *Cité libre* publiera dans sa prochaine livraison un article de Jean-Marc Léger: cet article s'accroche trop aux préoccupations présentes pour que nous puissions nous dispenser encore longtemps d'établir ce en quoi nous ne sommes toujours pas d'accord.

* * *

La Restauration s'ouvre donc devant nous comme un carrefour, et les choix que nous ferons engagent pour longtemps la province de Québec.

Ce qui étonne le plus cependant, c'est l'extraordinaire inconscience du Parti libéral pendant cette période de transition où se joue inéluctablement sa destinée. Dans l'euphorie de la victoire, ce parti semble ignorer tout-à-fait les forces qui errent à sa gauche, mais surtout celles qui s'assemblent à sa droite et qui convieront bientôt peut-être la population à une fondamentale remise en cause des allégeances.

La petite poignée d'hommes honnêtes et travailleurs qui s'acharnent à tenir les promesses du 22 juin sont déjà à moitié dépassés par les événements, comme on peut le voir par l'absence quasi-totale de réformes dans un ministère aussi crucial que celui du Travail, et comme on peut le voir par les déclarations hâtives et irréfléchies du Premier ministre sur les sujets les plus divers.

Par exemple, qui dans quel pays au monde aurait eu la sottise de déclarer: "Il ne sera jamais question sous mon administration de créer un ministère de l'instruction publique"? — Et quand dans le même discours à l'Assemblée législative le même homme pérore sur la péréquation d'une façon singulièrement spécieuse et ignorante, il ne mérite rien d'autre que le traitement que lui accorde Pierre Vadboncoeur dans la présente livraison, au sujet de la planification.

C'est aujourd'hui que le Parti libéral paye cher l'indigence idéologique que nous lui reprochions depuis dix ans: car s'il suffit assez bien aux nécessités administratives, il est totalement impuissant à résoudre les problèmes qui relèveraient d'une philosophie politique axée sur le progrès. En pareille matière le gouvernement ira du côté des plus fortes influences. Et ne doutons pas que pour un long moment encore elles viendront de la droite, — à moins que la gauche ne sache agir avec intelligence et cohésion.

En face d'aussi graves problèmes, que fera la gauche libérale, et que fera la gauche non partisane? c'est la question que pose *Cité libre*.

Le sort du Parti libéral comme tel nous chaud évidemment assez peu. Mais quand nous songeons que l'éclosion définitive de la démocratie dans notre province dépend largement de ce que seul ce parti a l'autorité de faire pendant les quatre prochaines années, nous sommes inquiets de constater que, comme les Bourbons, les Libéraux rentrés d'exil n'ont rien oublié, et pas appris grand-chose...

CITÉ LIBRE ★



Saint Georges-E. combattant le patronage

Socialisme, cléricalisme et nouveau parti

Marcel Rioux

C'EST aujourd'hui et aujourd'hui seulement que le Nouveau Parti peut devenir un élément significatif de la vie politique du Québec. Hier encore, Duplessis vivait et l'Union Nationale encore en selle, il semblait impossible de penser à une solution de rechange autre que celle qu'offrait le parti libéral. Seul, il possédait une équipe et une assiette populaire assez fortes pour espérer renverser le vieux gang dont il fallait nous débarrasser à tout prix pour bâtir quelque chose qui ressemblât à une politique. Encore, le parti libéral ne le battit-il que de justesse, après la mort de deux "chefs" et toute tierce formation s'abstenant de présenter quelque candidat. Un certain nombre de syndicalistes, d'intellectuels et de socialistes n'en continuèrent pas moins à refuser l'adoption du moindre mal que représentait pour eux le parti de M. Lesage. Il serait puéril de continuer à nous demander qui, des vrais socialistes ou des soi-disant réalistes, avaient raison. Pas plus que de nous demander si la libération a commencé à la mort de Duplessis ou le 22 juin. Il faut plutôt songer à l'avenir en partant de la situation présente.

Certains esprits progressistes soutiennent la thèse parfaitement défendable que la gauche ne doit rien faire qui puisse affaiblir le gouvernement Lesage et favoriser ainsi le retour des bâtisseurs de ponts. Ainsi, Duplessis mort, n'en continuerait pas moins à orienter la politique du Québec. C'est raisonner, me semble-t-il, d'une façon statique que de penser que les forces en présence sont encore les mêmes que celles qui s'affrontaient le 22 juin; on ne tient pas compte des répercussions de l'événement lui-même ni des incidents qui ont provoqué la désintégration de l'Union nationale. Dans plusieurs parties de la population, classes petites-bourgeoises et rurales, ce n'est qu'après le 22 juin, après la démission de M. Barrette qu'on s'est rendu compte combien l'édifice politique et administratif du duplessisme était désuet et pourri. Une bonne partie de ces effectifs va maintenant appuyer le gouvernement et lui donner l'appui populaire nécessaire pour le maintenir au pouvoir; on l'a bien vu dans Joliette et Rouville. Qu'on songe aussi à la proportion non négligeable d'électeurs qui votent pour gagner. Nombreux ceux qui appuient les monstres sacrés mais qui les piétinent volontiers dès que le pouvoir et l'argent changent de mains. Que dire de ceux qui croyaient que le salut de la race était lié au sort électoral du Ministre des Elections. La fidélité traditionnelle aux partis ayant tendance à diminuer et le contenu idéologique de la politique talbotienne voisinant le zéro absolu, on voit mal pourquoi les électeurs s'accrocheraient à ce moribond de gang.

Dans toute recension des forces politiques au Québec, il faut prendre en considération l'événement du 22 juin et surtout les réactions en chaîne qu'il a provoquées. Cette fois-ci, on a vraiment l'impression que le couvercle de la marmite est en train de sauter. Des questions et des idées qui avaient été profondément enfouies depuis des décennies resurgissent avec d'autant plus de violence et de passion qu'elles avaient été tenues en veilleuse depuis plus longtemps. Depuis quelques mois, des mots, des attitudes sont en train de se désacraliser; sur la place publique on discute de plus en plus de socialisme, de planification, de laïcisation, d'école neutre, d'agnosticisme, de droit à l'erreur. (A ce sujet, il n'est pas sûr que les Jésuites ne fassent pas un peu les frais de ce déblocage; certains s'opposent plus à tout ce qu'ils représentent qu'à leurs universités. Il n'est pas mauvais que de temps à autre persécuteurs et persécutés changent de rôle.) Ce déblocage n'est-il qu'un feu de paille? Peut-on espérer que l'heure de vérité est arrivée? Comment expliquer qu'un public qui paraissait naguère encore si désintéressé, si apathique, si défaitiste puisse changer si vite? Pourquoi ce mécontentement et ce radicalisme ne se sont-ils pas manifestés aux heures noires du duplessisme? Cela tient, me semble-t-il, à l'un des traits les plus fondamentaux de notre caractère national, à un certain fatalisme, à une espèce de résignation devant des forces et des états de choses que nous croyons ne pas pouvoir maîtriser, ni changer. On considérait le régime Duplessis comme une équipe gagnante qu'il fallait se résigner à subir. Le pouvoir despotique et l'argent font naître chez les petites gens des réactions ambivalentes: d'une part, on les réprouve mais, d'autre part, on est fasciné, finalement, on se range de leur côté. Ce fatalisme tient au caractère paysan de notre culture et à notre histoire. Tout au long des années, il nous a fallu nous résigner à notre sort et composer avec des forces et des événements sur lesquels nous ne croyions pas avoir prise. Le processus démocratique n'étant pas, chez nous, bien assimilé ni bien enraciné, nous nous sommes souvent résignés à suivre le plus fort plutôt que de le combattre. Déjà, à la fin du régime français, le gouvernement de la métropole commençait à nous peser; puis sont venus les Anglais, les politiciens, les capitalistes, les Américains, et par dessus tout cela le clergé qui nous a accablés de son omniprésence et de sa puissance. Le Cana-

dien a réussi à vivre avec tout ce monde-là en se résignant à son sort et en s'en tirant par beaucoup de bonne humeur et d'humour. Si ceux qui ont toujours parlé en son nom, petite élite cléricobourgeoise, ont toujours été d'un extrême conservatisme, il ne faudrait pas en conclure à une apathie et à un conformisme généralisé. Quant à moi, je me range à l'avis d'une psychanaliste, Claire Mathieu-Fortin, qui, après avoir étudié une communauté traditionnelle du Québec, écrit: "Extérieurement, on les jugerait très pacifiques mais c'est qu'ils ne se donnent pas la peine de s'engager émotivement... A l'occasion, ils réagissent de façon explosive mais le plus souvent ils gardent longtemps rancune plutôt que de laisser libre cours à leurs sentiments agressifs." Il semble bien que le jour où les Canadiens auront la preuve qu'ils peuvent changer quelque chose, ce jour-là ils s'engageront émotivement et prendront leurs affaires en mains. Malgré les interdictions et les tabous, malgré l'atmosphère plombé, il existe chez nous un mince courant de radicalisme avec lequel nous devons renouer et qu'il faut alimenter et fortifier.

AU NIVEAU DE M. JOHNSON

Pour que le parti libéral réalise son programme il faut que l'opposition au gouvernement cesse de se situer exclusivement au niveau de M. Daniel Johnson; il ne faut pas que les mises en garde viennent exclusivement du clergé. Ah! je sais bien que la bêtise au front de taureau veille et se prépare à renaître des cendres de l'Union nationale. Ne parle-t-on pas couramment d'une puissante formation de droite qui grouperait des Libéraux, des unionistes et des drapistes dont le "chef" Drapeau lui-même prendrait la direction. Raison de plus, semble-t-il, pour que d'ores et déjà, une autre formation politique montre la voie au-delà de M. Lesage et pour que la solution de rechange n'apparaisse plus comme venant exclusivement de la droite. Certains, comme M. Filion du *Devoir* avertissent charitablement les membres du Nouveau Parti de se résigner à passer les trente prochaines années dans l'opposition. N'y a-t-il vraiment pas moyen d'envisager la situation présente du Québec dans une autre optique? On parle de plus en plus, dans le Québec même, de l'état de sous-développement de la province à tous les niveaux: économique, social et culturel. C'est un signe de santé qu'on puisse enfin regarder la réalité en face. Il y a quelques années encore, on lapidait celui qui osait mettre en doute le fait que les Canadiens français étaient à l'avant-garde dans tous les domaines et qu'ils n'avaient de leçons à recevoir de personne. Qu'on se souvienne de la grande mission civilisatrice et évangélisatrice du Québec! Le jour où les Africains et les Asiatiques se sont rendus compte de leur retard, ils ont commencé à mettre les bouchées doubles. Pourquoi ne pas les imiter? Pourquoi laisser s'endormir le gouvernement Lesage pour ne le chasser qu'au bout de vingt-cinq ans comme celui de M. Duplessis? Est-ce utopique de penser que le Québec pourrait devenir socialiste avant la prochaine génération? théoriquement non. Ce sont souvent les formes sociologiques et sociales qui ont pris du retard qui évoluent ensuite le plus vite quand le milieu ambiant est favorable. C'est ce que Trotsky appelait "le privilège du retard historique", Veblen "la loi du développement accéléré" et les anthropologues "la foi du potentiel d'évolution". En gros, cette loi, qui s'applique autant à la biosphère qu'à la noosphère, veut que plus une forme biologique ou sociale est spécialisée et adaptée à un stade donné d'évolution, moins elle a de chance de passer au stade suivant. Pourquoi le Québec qui sort du moyenâge de M. Duplessis s'installerait-il dans la démocratie libérale et capitaliste et ne se dirigerait-il pas tout de go vers le socialisme démocratique? S'il existe un assez grand nombre de militants socialistes pour y croire et pour disséminer l'idéologie socialiste, la possibilité théorique devient de plus en plus réalisable. Il faudra cesser de chercher les raisons que nous avons de ne pas nous engager; les limites du possible, c'est nous qui les établirons.

Même si l'on admet en gros ce qui précède, on pourra rétorquer que point n'est besoin de former un nouveau parti pour surveiller le gouvernement Lesage; il ne manque pas de journaux libres, de syndicalistes et d'intellectuels pour critiquer le gouvernement. On connaît leur grande efficacité sous le règne de Duplessis: ils n'ont pas empêché grand-chose. C'est au plan strictement politique que la gauche doit s'organiser si elle veut se faire entendre. En démocratie, rien n'est plus efficace que la frousse électorale. Si, dans Rouville et Joliette, l'opposition eût été de gauche, M. Lesage aurait-il fait sa déclaration réactionnaire sur le ministère de l'Education et les écoles confessionnelles?

A supposer que la gauche s'entende pour former un parti politique, il reste à savoir si le Nouveau Parti représente l'occasion sur laquelle ils devraient sauter pour constituer ce parti. Tout dépendra de l'orientation que les Québécois donneront à son aile provinciale. Il me semble que si le Nouveau Parti veut réussir dans le Québec, il devra tenir compte d'un certain nombre de faits et de tendances proprement canadiens-français. Je voudrais résumer ici mes impressions du colloque que le Nouveau Parti organisait le 26 novembre dernier; je les grouperai autour d'un certain nombre de notions: nationalisme, laïcisme, radicalisme, socialisme et humanisme.

Pour un homme de gauche, existe toujours un certain malaise à parler de nationalisme, plus particulièrement du nationalisme québécois. Depuis plusieurs décennies, le nationalisme a toujours été associé chez nous à des hommes, des idées et des attitudes de droite. De sorte que ceux qui,

depuis la fin de la guerre, combattent l'idéologie dominante du Québec — idéologie essentiellement de droite et nationaliste — se sont présentés et ont été considérés comme des adversaires du nationalisme. Cette schématisation globale devient de plus en plus équivoque. Pour discuter de nationalisme, j'utiliserai la thèse que Gérard Bergeron de Laval exposait à un récent colloque à l'Université Carleton. " Je surprendrais sans doute beaucoup d'auditeurs en disant qu'à beaucoup d'indices récents, mais significatifs, l'éclatement de ce "provincialisme" mène à un "internationalisme" vague et noble, brumeux et hypnotique, passif et généreux. Si cela est, la prochaine décennie devant infirmer au confirmer cette hypothèse, nous serions au début d'un curieux et peut-être paradoxal phénomène: le passage du provincialisme d'hier à l'internationalisme d'aujourd'hui sans la médiation d'un nationalisme politique canadien-français ni, encore moins, d'un nationalisme pan-canadien". Si je suis en gros d'accord avec Bergeron pour penser que, dans le passé et au niveau de la masse, on doit parler de provincialisme (attitude de repli, de cohésion, d'homogénéité du groupe) plutôt que de nationalisme (attitude d'émancipation et de domination) et aussi pour penser que de plus en plus une certaine élite s'ouvre sur le reste du monde, je ne le suis plus quand il s'agit du stade intermédiaire. Il me semble que le Canada français s'oriente vers une forme de pensée et d'attitude de moins en moins provincialiste mais de plus en plus centrée sur l'ensemble du Canada français. J'y vois là un phénomène de différentiation progressive. A mesure que les structures se démocratiseront, à mesure que les réformes dans le domaine de l'éducation se poursuivront, à mesure que l'autoritarisme reculera, les Canadiens français deviendront de plus en plus conscients de leur appartenance ethnique; à mesure qu'ils participeront davantage à la vie de la nation et non plus seulement à la vie de leur famille, de leur village ou de leur voisinage, ils en viendront à penser le Canada français comme un tout, comme une façon de vivre, comme une façon d'être hommes. Et c'est dans cette même mesure qu'ils continueront à s'ouvrir au reste du monde. Du moins il me semble que c'est ainsi qu'évolue présentement la communauté canadienne-française: recul du provincialisme et du nationalisme pan-canadien mais gain du nationalisme canadien-français et de l'internationalisme. Plusieurs des participants au colloque du Nouveau Parti m'ont confirmé dans cette opinion en déclarant que les Canadiens français doivent se sentir chez eux dans ce parti et pouvoir y élaborer un programme qui soit en harmonie avec leur culture, leur mentalité et leurs aspirations. Pour être de gauche ils ne cessent pas d'être des nationaux. Canaliser cette fierté nationale vers un humanisme large et généreux, éviter les écueils du provincialisme mesquin de naguère, tel m'apparaît l'objectif de cette gauche.

Notre culture a été si longtemps close, homogène, indifférenciée que la plupart des traits qu'on assignait à la culture globale s'appliquaient mécaniquement à tous les individus qui en faisaient partie. C'est ainsi, par exemple, que Thomas Chapais pouvait écrire en 1905: "Oui! un Canadien français qui n'est pas catholique est une anomalie, un Canadien français qui ne l'est plus après l'avoir été est un phénomène monstrueux". Dans certains milieux on raisonne encore comme Thomas Chapais: parce qu'un Canadien français est socialiste, radical ou agnostique, il n'appartient plus à la communauté. D'autre part, certains anglo-canadiens qui s'entendent avec des Canadiens français sur un programme socialiste ne sont pas loin de penser qu'il n'existe plus aucune différence entre eux et nous et que le programme socialiste devra être appliqué uniformément partout au Canada. Ce malentendu s'explique en partie. On a cru, de part et d'autre, que parce qu'un certain nombre d'écrivains et d'intellectuels prenaient violemment à partie les politiciens du Québec et qu'ils combattaient l'idéologie moyenneâgeuse d'une certaine élite, ils reniaient la culture canadienne-française. Non, c'est simplement l'ère du nationalisme rose et messianique qui prenait fin, certains sont passés au nationalisme noir, la plupart veulent acheminer leur culture vers un humanisme universel. Assumer pleinement sa condition d'homme du vingtième siècle ne veut pas dire se couper de ses racines nationales. On ne gagnera rien, de part et d'autre, à prolonger le malentendu.

UN PARTI RADICAL

Une autre constatation qui me semble se dégager de ce colloque c'est que le Nouveau Parti devra être radical s'il veut réussir à se tailler une place au soleil et jouer un rôle dans la communauté canadienne. Il n'y a pas de place pour un autre parti du centre. On l'a souvent fait remarquer: au Canada, vaste pays aux intérêts économiques, sociaux et ethniques multiples, la politique a toujours eu tendance à afficher un caractère gris, neutre, sans relief. S'il y a tant d'intérêts, de points de vue de thèses différents à concilier que les partis se gardent du moindre radicalisme de peur de s'aliéner une partie quelconque de leur clientèle. Ironie. C'est André Laurendeau que Pierre Vadboncoeur avait qualifié de "rare accoucheur de modérés" qui mit de l'avant l'idée que le Nouveau Parti devait être radical. Au Canada français, la plupart des hommes politiques croient si bien que la mentalité générale correspond au conservatisme d'une certaine classe cléricale et petite bourgeoise qu'ils croiraient aller droit à la défaite s'ils osaient être radicaux. Ce n'est que lorsque les libéraux ont osé se présenter avec un programme relativement radical qu'ils ont réussi à être élus. Pourquoi en serait-il autrement pour le Nouveau Parti?

Mais il y a radicalisme et radicalisme. L'idée de M. Knowles que le Canada est maintenant assez avancé pour former un parti travailliste comme celui qui existe en Angleterre ne me semble pas particulièrement heureuse ni convaincante. Il doit bien y avoir d'autres raisons de fonder un parti radical au Canada. Et dans le Québec donc! Un Nouveau Parti qui, dans le Québec, ne s'attaquerait pas au problème du laïcisme et du cléricalisme passerait à côté de la question la plus urgente et la plus délicate qu'il y ait à résoudre. Problème urgent parce que tout ce qui touche à la culture, à l'éducation, à l'hospitalisation, à l'assistance sociale, à la planification économique même en dépend. Présentement, aucun parti politique n'ose attaquer ce problème de front; le parti libéral se montre d'une prudence tâtillonne là-dessus. Difficile et délicat problème aussi, parce que vouloir corriger les méfaits du cléricalisme – décoloniser l'Université, par exemple, comme le demandait récemment Vianney Décarie – peut sembler anti-religieux. Les catholiques anti-cléricaux ont un rôle de premier plan à jouer dans cette opération et dans le Nouveau Parti qui devrait l'entreprendre. Difficile aussi parce qu'il n'est pas sûr que les promoteurs anglo-canadiens du Nouveau Parti accepteraient de voir son aile québécoise s'attaquer à un tel problème. Au Canada, on a toujours été d'une discrétion exemplaire envers tous ce qui touche à la religion et au clergé. Dans ce domaine, le radicalisme du Nouveau Parti québécois devra être quelque peu différent de celui du Parti fédéral.

OPPOSÉS AU SOCIALISME

Il est un cliché qui court les rues du Québec et des autres provinces: les Canadiens français seraient résolument et traditionnellement opposés au socialisme, c'est-à-dire à une plus grande intervention de l'Etat en matières sociales et économiques. S'il est vrai que certains haut-parleurs de l'idéologie dominante ont tout fait pour accréditer cette idée, il n'en reste pas moins qu'on n'a pas apporté l'ombre d'une preuve à ce sujet. L'idéologie traditionnelle s'y oppose mais pour les Canadiens français, c'est un autre problème. Trop souvent, on a fabriqué de toutes pièces des "philosophies canadiennes-françaises" qui ne reflétaient que les opinions d'un petit groupe qui s'était érigé en définisseurs de situation. Le Nouveau Parti devra tout mettre en oeuvre pour expliquer aux Canadiens français qu'ils font les frais du système de l'entreprise privée que leur vantent les Chambres de Commerce et les manufacturiers.

Enfin, à ce colloque du Nouveau Parti, Jean-Paul Geoffroy du C.S.N. a prononcé le mot d'humanisme. Mot vague sans doute, mot dévalorisé parce que les conservateurs sont sans doute humanistes, eux aussi, mais mot qu'il faut employer quand même ne serait-ce que pour ne pas en laisser le monopole aux réactionnaires de tout acabit; il n'est en effet pas sûr que Jos.-D. Bégin lui-même ne soit pas lui aussi humaniste. Il ne faut pas que le Nouveau Parti n'ait en vue que l'embourgeoisement rapide des ouvriers; il ne faut pas que le Nouveau Parti rate la chance de formuler une politique, un idéal démocratique qui soit à la mesure du Canadien de la décennie soixante. A quoi servirait de fonder un Nouveau Parti s'il fallait que ce ne soit qu'une question de pourcentage de nationalisation des industries et des services publics qui le différenciât des autres partis. Il y aura toujours un économiste libéral pour prouver chiffres en mains, qu'il ne faut pas nationaliser à 40% mais à 30%. La belle affaire! S'agit-il bien de cela? Ne s'agit-il pas plutôt de penser la société de l'avenir! Le Nouveau Parti ne peut pas se payer le luxe de n'être qu'une pâle transcription du parti travailliste anglais. Peter Shore, qui a vécu cette expérience travailliste, écrit dans *Les temps modernes* de mai-juin 1960: "Je ne croyais pas que nous nous dirigions vers une société socialiste. Je voulais dire par là que je ne voyais guère de signe d'une égalisation dans la répartition des revenus, de la richesse et aucun signe en ce qui concerne la répartition du pouvoir. Je voulais aussi dire que je ne voyais aucune transformation sensible dans les valeurs de la société, aucun déclin de l'esprit de lucre, aucune prise de conscience de notre engagement et de la nécessité où nous sommes de nous engager... notre société reste une société de classe. Les institutions qui la maintiennent prospère et les relations entre les hommes continuent d'être dominées par l'argent, la puissance et l'origine sociale... la propriété et le contrôle de l'industrie forment toujours la chose matérielle qui soutient la structure de classes de notre société. Pourtant, malgré le "socialisme de guerre" et le gouvernement Atlee, malgré les nationalisations, l'impôt sur les successions et l'accroissement de la fiscalité, la structure de classe reste aussi solide qu'elle ne l'a jamais été..." On aurait tort de croire que les nationalisations, que la propriété nationale apporte avec elle le "changement de vie" que le socialisme croyait instaurer. Peter Shore ajoute: "...ceux qui gèrent les biens de la communauté – quelle que soit la forme légale de la propriété – s'en serviront pour s'octroyer des positions privilégiées et des rémunérations élevées et pour transmettre à leurs héritiers tout ce qu'ils pourront leur transmettre. Lorsqu'il n'y a point de contrepoids démocratique une "nouvelle classe" semble inévitable... Je ne veux pas d'une société où une élite qui regarde le monde par les fenêtres d'une salle de Conseil d'Administration, prend les grandes décisions et empoche les gros salaires, tandis que la masse des gens exclus du pouvoir et des responsabilités cultivent leur jardin ou regardent la télévision. A la place, je veux une société qui fasse ses institutions pour que les hommes puissent décider eux-mêmes et être leurs propres maitres. Car, en définitive, nous ne sommes que ce que la Socié-

(suite à la page suivante)

Lettre à un ami Français

Jean-Charles Falardeau

"...Vous m'avez demandé si j'étais optimiste ou pessimiste. Je vous ai répondu que j'étais, selon les moments, l'un et l'autre. Et je ne suis probablement pas le seul à osciller ainsi d'un mouvement pendulaire. Plusieurs d'entre nous sont devenus perplexes. Tout au moins, je le suis. Je vous ai rappelé tout ce que signifiait pour nous le fait d'être membres d'une *petite* société. Les anthropologues nous ont beaucoup parlé des petites sociétés de type primitif, illettré, ou isolé. Mais les sociologues nous ont encore très peu parlé des sociétés qui, comme la nôtre, bien que faisant partie du monde contemporain évolué, demeurent petites quant à leur rayon d'existence et à leur champ de contacts.

Je sais que la société canadienne-française devient de plus en plus volumineuse, de plus en plus hétérogène. Gérard Pelletier avait raison d'affirmer, au banquet du cinquantième anniversaire du *Devoir*, qu'elle est en train d'acquérir plusieurs visages. Mais elle demeure une société petite. D'abord en ce sens qu'elle est insulaire. Non pas géographiquement mais culturellement. Nous sommes entourés, circonvenus, pressés de toutes parts par l'immensité d'un continent qui nous est étranger. Nos frontières sont linguistiques, religieuses, historiques. Le Canadien français ne peut aller bien loin (à l'ouest de l'Outaouais, au sud de Rouses Point, au sud de la Gaspésie) sans sortir de *son* monde, sans se voir face à des étrangers. Ceci nous resserre les uns sur les autres. Notre milieu en acquiert une grande densité psychologique propre aux rivalités et aux drames de style familial. Il en acquiert aussi une intensité de vie dont on ne trouve peut-être pas l'équivalent dans le reste de notre pays ni du continent.

Mais je ne parle déjà plus de l'ensemble de notre société dont les différentes couches deviennent imbibées par les marées environnantes et dont les modes de travail, les modes de vie, les modes de pensée sont graduellement indentiques à ceux du continent américain — *the sea around us.* Ce à quoi je songe davantage, ce dont nous avons surtout parlé, vous et moi, c'est un îlot encore plus restreint à l'intérieur de notre petite société: l'ensemble de ceux qui écrivent, qui enseignent, qui discutent, qui sont préoccupés de réforme et de progrès. C'est-à-dire ceux que, depuis les Russes, on appelle dans les divers pays d'un nom devenu prétentieux, l'*intelligentsia*. Comme l'a rappelé Toynbee, n'est-ce pas ,dans toute société qui est confrontée par un type nouveau de civilisation, il échoit à une classe spéciale de jouer en quelque sorte la fonction de transformateur destiné à changer le voltage d'un courant électrique. C'est l'intelligentsia, à qui il incombe de faire passer dans sa société, en les adaptant, les innovations extérieures. Toute intelligentsia est ainsi partagée entre deux sociétés sans être complètement reconnue ni par l'une ni par l'autre. C'est en ce sens que le membre de l'intelligentsia est *aliéné:* aliéné de son milieu d'origine: aliéné d'une reconnaissance suffisante de la part de la civilisation dont il est le véhicule.

Ces réflexions, loin de m'éloigner du Canada français, m'en rapprochent au contraire, mais pour éclairer celui-ci d'une façon curieuse. L'intellectuel canadien-français, en effet, a une situation différente de celle de ses prototypes historiques que je viens d'évoquer. Sa fonction n'est pas de faciliter l'adaptation de sa société à une civilisation ambiante. Cette adaptation s'est opérée toute seule. Sa société est devenue d'elle-même l'autre société. Sa responsabilité est de faire passer dans sa société les courants d'une civilisation — la civilisation française — dans laquelle sa société s'imagine qu'elle croît encore mais qui, depuis longtemps, lui est devenue, à son insu, étrangère. Il est aliéné de sa société et, paradoxalement, de la civilisation qui devrait représenter la plus profonde tradition de celle-ci.

Il y aurait une étrange histoire à écrire des formes successives de l'aliénation de l'intellectuel canadien-français. Cette aliénation a changé de caractère selon les époques. Les écrivains et les idéologues de notre XIXe siècle étaient déjà des isolés. Ils étaient séparés de la collectivité. Ils étaient surtout détachés de la réalité ambiante. Vous savez jusqu'à quel point, par exemple, les littérateurs canadiens ont été divorcés de la géographie et du folklore de leur milieu. Les causes de cette séparation d'avec le réel sont nombreuses. L'une des principales fut une formation secondaire centrée sur la rhétorique, sur une philosophie désincarnée. La notion même de patrie est devenue pour eux une abstraction. Par contre, ils

---

(suite de la page précédente)

té nous permet d'être: des adultes ou des enfants, apathiques ou engagés. L'humanité ne peut se développer que si nous avons foi dans ses capacités innées et si nous refusons de croire que les hommes sont ce qu'ils sont parce qu'ils ne peuvent être autrement. Voilà pour moi le point de départ du socialisme démocratique et la raison essentielle d'un changement social."

Il peut paraitre utopique de proposer un tel changement de vie au peuple canadien-français dont on nous dit qu'il faut d'abord lui apprendre à parler sa langue. Qu'on se rappelle le privilège du retard historique dont parlait Trotsky!

★

ont été très tôt massivement politisés. Dans l'ensemble, malgré les différences de tempéramment et de perspective, les écrivains n'ont écrit que les uns pour les autres. C'est par exception qu'ils se sont adressés à la collectivité.

L'intelligentsia canadienne-française a bien changé depuis le XIXe siècle. Elle a augmenté en nombre. Elle s'est diversifiée. Peut-être est-il maintenant impossible de porter sur elle quelque jugement ou appréciation d'ensemble. On peut cependant constater que, de négative elle est devenue positive. Qu'au lieu de se détacher de la collectivité, elle veut au contraire mobiliser celle-ci. Elle s'adresse à elle avec une insistance émouvante, presque avec impatience. Mais l'écart entre les deux semble s'élargir. La communication entre les deux semble fictive. Il semble qu'il n'y ait plus entre les deux de dénominateur commun. On parle deux langages différents, dans tous les sens du mot.

Je vais vous répéter des choses qui vous sembleront simplistes, et peut-être le sont-elles, mais je ne suis pas le seul à les trouver navrantes. Lorsque ceux qui se préoccupent de culture ici parlent des "valeurs de civilisation" française, leur auditoire applaudit peut-être mais comprend à peine. L'attachement français d'une grande partie, pour ne pas dire de la majorité de la population canadienne-française est un attachement verbal, abstrait, à une France rétrospective, purement mythique. Ceci a échappé et échappe encore à trop de vos compatriotes qui nous rendent visite, qui nous aiment, mais qui ne savent pas nous rendre service parce qu'ils croient les discours qu'on leur sert. Les idéologies officielles, les déclarations de circonstance proclament l'amour de la France, nos liens profonds avec le sol de nos ancêtres, etc., mais on ne fait que découper, de l'histoire et de la pensée françaises, ce qui peut servir à alimenter une nostalgie d'ancien régime ou à consolider notre statu quo. De cette civilisation, on a oublié les éléments qui lui ont donné son dynamisme: l'esprit de la liberté, d'innovation et d'audace; la primauté de l'intelligence; l'imagination qui crée les institutions nouvelles; le sens des distinctions entre ce qui est de ce monde et de l'autre monde. Si nous possédions un peu de ces qualités, nous aurions différé moins longtemps, nous hésiterions moins que nous ne le faisons encore à faire passer dans notre réalité humaine et politique des réformes urgentes telles que la structuration de notre système d'enseignement, une aide lucide et hardie à la recherche et à l'enseignement supérieurs. Les écrivains et les créateurs n'auraient pas à se justifier sans cesse d'avoir à dire ce qu'ils ont à dire ou à garder le silence sous le prétexte de la vertu qui sert à couvrir la multitude de nos inactions: la prudence. Croyez-vous, mon cher ami, que tant que nous pratiquerons l'anti-intellectualisme nous pourrons nous dire d'esprit français?

Nous aurons peut-être à parler de nouveau de tout ceci et à clarifier quelques-unes des causes de l'étonnement que vous avez exprimé lors de nos premières conversations. Vous avez été frappé, ému aussi, je le sais, par l'espèce de lassitude que vous avez constatée chez plusieurs de ceux que vous avez rencontrés ici. C'est juste. Mais je songe aussi à la phrase fameuse, souvent mal interprétée, de Hegel qui me semble convenir de plus en plus à notre situation: "c'est au crépuscule que le hibou de Minerve prend son envol. C'est au moment où le ciel s'assombrit que la pensée cherche à se libérer." Si je suis bon prophète, me trouverez-vous maintenant trop optimiste?...



Tout le monde et son père... sur l'Espagne

Cher M. Pelletier,

...une remarque, cependant, en passant, sur le tableau désolant que vous présentez du régime espagnol en p. 19 du numéro d'octobre. Je ne puis ni confirmer ni contester les faits; je suis certain qu'en général ils sont exacts et, partisan de la monarchie constitutionnelle, je n'ai pas la moindre inclination à faire l'apologie de la présente dictature militaire aux accents fascistes, traditionalistes et cléricaux. Et néanmoins, je pense que votre présentation est grièvement dans l'atmosphère de l'Espagne actuelle un ingrédient de liberté entièrement étranger aux vrais fascismes d'antan qui ont malheureusement contribué à inspirer le régime. Un exemple: je viens de rendre visite, à Madrid, à un illustre philosophe, probablement le meilleur du pays depuis la mort d'Ortega y Gasset; or, cet homme-là, occupant une chaire à la Faculté de Madrid, catholique plutôt ortéguien et pas plus qu'à moitié thomiste, rigoureusement anti-intégriste et grand connaisseur des valeurs protestantes (auteur d'un excellent livre sur ces matières-là), est notoirement un homme de gauche, sans doute plus près de vous que de moi en politique. Des cas comme le sien sont rares; ils existent quand même. Ensuite, je suis persuadé que le danger communiste existe et qu'en partie, les persécutions visent un communisme non imaginaire mais réel. Dans cette limite, je ne saurais que les approuver. Finalement, veuillez relire cette phrase dans votre texte:

"Tout récemment, 400 personnes prenaient le chemin du cachot... En prévision des élections syndicales d'octobre."

Peut-être bien. S'il en est ainsi, cela ne fait que confirmer l'information que j'ai reçue d'un autre universitaire madrilène, de sentiments plutôt gauchistes: à savoir, que les élections syndicales ne sont pas un pur trompe-l'oeil pareil aux votations totalitaires à liste unique ("99.73% de oui, 0.27% de non") mais en quelque sorte de vraies élections, expressions électives de volontés individuelles, dont le résultat, aussi nulle que soit son influence directe sur le gouvernement, ne manque pas de toute importance et peut préoccuper les détenteurs du pouvoir. Il y a là un élément d'"éducation pour la démocratie" et une admission en principe du postulat que l'Etat doive subir une détermination à partir du peuple. Tout cela, non pour justifier la dictature falango-traditionaliste mais pour marquer les limites de sa critique objective et juste.

Aurèle Th. KOLNAI
Londres

Kennedy "sauveur de la tribu"?

Adèle Lauzon

L'ELECTION du sénateur Kennedy ("le beau jeune guerrier, sauveur de la tribu", ainsi que le décrit le journaliste Philip Dean), a été accueillie avec la plus vive satisfaction par les esprits libéraux, aux Etats-Unis et à l'étranger. A un président qui s'est surtout fait valoir par sa passion pour le golf, succède un jeune chef dynamique, incarnation vivante d'une sorte de renaissance américaine. A une administration apparemment dominée par le Pentagone et les Services secrets de M. Allan Dulles succédera un groupe d'hommes fortement influencés par des universitaires éminents. Selon toute probabilité, une politique rigoureuse et réfléchie remplacera la dangereuse incohérence de l'ancienne administration.

APRÈS EISENHOWER...

M. Eisenhower, malgré sa qualité de militaire, était un homme pacifique. Il l'a plus d'une fois affirmé et je le crois volontiers. Malheureusement, il semble que cet homme porté au pouvoir par son prestige, n'avait pas beaucoup plus d'influence sur la politique de son pays que la reine d'Angleterre sur le sien et cela, en dépit des énormes pouvoirs que la constitution des Etats-Unis confère au président. Le dernier gouvernement américain, c'était en somme le parti de la guerre affublé du drapeau de la paix. Certains événements comme l'incident de l'U-2, ont déchiré ce voile et révélé certains dessous peu rassurants de la politique de Washington. Depuis lors, le prestige de M. Eisenhower n'a cessé de décroître. On s'est rendu compte un peu partout que les déclarations pacifiques du président ne suffiraient peut-être pas à empêcher les patrons du pilote Powers de nous lancer dans une guerre atomique si l'envie leur en prenait.

Dans une pareille atmosphère, il est normal que M. Kennedy ait pris l'allure non seulement d'un sauveur de la tribu, mais d'un sauveur du genre humain. A cet égard, plus que le nouveau président lui-même, son entourage constitue un gage de sécurité.

Si d'autre part la tendance Khrouchtchev continue d'être prépondérante à l'Est, il se peut que nous ayons devant nous une ère de réalisme et de sagesse relative qui permettra au moins d'éviter la guerre et d'élaborer une solution convenable au problème chinois.

L'avènement de Kennedy est donc un événement heureux pour toutes les nations du monde, dans la mesure où il diminue le danger de guerre. C'est un bon point de gagné. Mais il y a tout le reste, c'est-à-dire la politique intérieure des Etats-Unis et les relations de Washington avec les autres pays.

Aux Etats-Unis, certains gros intérêts financiers auront peut-être des raisons de se plaindre du nouveau président. Mais il est à peu près certain que le pays sera mieux administré et que la majorité des Américains y trouveront leur profit.

KENNEDY ET LE TIERS-MONDE

Sur le plan international, certains pays, un peu par hasard, trouveront en Kennedy un allié précieux. Les Algériens, par exemple. Dès 1957, le sénateur Kennedy, qui ne manque pas d'intelligence, s'était fait le champion de l'indépendance algérienne et du Tiers-Monde en général. C'était une politique réaliste. Le Tiers-Monde évoluait rapidement vers son indépendance; il valait donc mieux se montrer en accord avec cette évolution inévitable. Sur le plan intérieur, le sénateur pouvait sans danger adopter une attitude semblable, en s'appuyant sur l'hostilité des Américains à l'égard du colonialisme traditionnel. Quoi de plus rentable, politiquement, que de se faire le champion de la liberté sur le dos des autres (de la France et de l'Angleterre, par exemple), quand ses propres intérêts ne sont pas menacés!

Champion de l'indépendance africaine, comment se comportera le nouveau gouvernement américain avec les pays d'Amérique latine? A la suite d'une tournée de ce continent, Adlai Stevenson qui sera peut-être le prochain délégué américain aux Nations unies publiait récemment dans le magazine "Look" un article révélateur à ce sujet.

"Je suis allé en Amérique latine le printemps dernier, en même temps que le président Eisenhower", écrit-il. "J'ai visité douze pays en huit semaines. Le président a parcouru quatre pays en dix jours. A son retour, il était optimiste. A mon retour, j'étais profondément troublé".

Voilà toute la différence entre les deux administrations. La première était aveugle. La seconde est clairvoyante. Stevenson décrit la misère de ces pays. Il reconnait l'anti-américanisme virulent de ces peuples. Il dénonce le manque d'habileté de la politique américaine. Mais sa critique porte sur la forme de cette politique et non sur le fond. A aucun moment il ne reconnaît l'exploitation économique des Sud-américains par les compagnies américaines et le droit de ces peuples à reprendre le contrôle et la possession de leurs propres richesses. Mais il reproche aux Américains détenteurs de capitaux en Amérique latine de ne pas vivre sur place et d'afficher ainsi ouvertement leur mépris à l'égard des indigènes. Il préconise une aide accrue aux pays latins.

M. Stevenson est assez intelligent pour se rendre compte que le mécontentement des Latino-Américains ne peut plus être ignoré du reste du monde. Il vaut donc mieux reconnaître qu'il existe et trouver les moyens de l'atténuer.

Au fond, sa position est logique. M. Stevenson ne défend pas les intérêts des Vénézuéliens ou des Boliviens, mais ceux des Américains. Or, l'expérience a prouvé aux Etats-Unis que le seul moyen de préserver leurs intérêts dans cette région du monde est de réformer leur politique.

Mais on ne peut s'y tromper. Les réformes que les gens de l'école Stevenson — c'est-à-dire l'administration Kennedy — préconisent seront faites uniquement en fonction des intérêts des Etats-Unis. Les anciennes méthodes ont produit la révolution cubaine. Donc, se disent les Américains intelligents, changeons de méthode. Mais la politique fondamentale restera la même. C'est-à-dire la mainmise économique et politique. Mais les choses se feront plus discrètement.

KENNEDY ET LE CANADA

Enfin et surtout, que signifiera pour le Canada l'avènement de Kennedy? Nous sommes tellement habitués à lier nos intérêts à ceux de nos voisins, qu'à première vue — même dans l'atmosphère de nationalisme canadien qui règne aujourd'hui — nous prenons pour acquis que l'avènement d'une administration intelligente et cohérente à Washington nous facilitera les choses. Il n'est pas impensable pourtant que le contraire se produise. Bien sûr, le "beau jeune guerrier" n'a pas de méchantes intentions à notre égard. Mais là n'est pas la question. Les Américains nous aiment beaucoup, c'est entendu, mais pour eux nous sommes: a) une plateforme stratégique; b) un puits de matières premières.

Une vaste enquête menée aux Etats-Unis, sur les prévisions pour l'approvisionnement en matières premières d'ici 1980, a conclu que ce pays dépendra de plus en plus du Canada, à cet égard, au cours des deux prochaines décennies. On imagine les implications politiques de cette conclusion.

Pendant des années, nous nous sommes vendus morceau par morceau et allègrement, à nos voisins. On assiste actuellement à une soudaine prise de conscience de la gravité de la situation. C'est bien. Mais il ne faut pas s'attendre à ce que trois ou quatre déclarations énergiques suffisent à nous rendre le contrôle de notre propre pays. Surtout pas au moment où les Américains sentent plus que jamais la nécessité de conserver le Canada comme source de matières premières.

Or, si l'administration Kennedy a peut-être, moins que la précédente, tendance à protéger certains intérêts particuliers, elle sera probablement plus féroce que toute autre — justement parce qu'elle est plus cohérente — quand il s'agira de préserver des intérêts vitaux pour la nation américaine. Tant mieux pour les Américains, mais gare à nous!

LA DÉFENSE

Dans le domaine de la Défense, il ne semble pas non plus que nous nous acheminions vers une entente parfaite. C'est une opinion de plus en plus répandue au Canada que notre politique de Défense est absurde. Nous dépensons des sommes fabuleuses pour acheter des engins anti-balistiques complètement inefficaces. C'est déjà très ennuyeux. Nous appartenons à une organisation appelée NORAD qui ne nous laisse aucun moyen de contrôle sur notre Défense. Un nombre de plus en plus considérable de Canadiens croient que nous devrions nous retirer de cette organisation; l'installation de rampes de lancement de Bomarcs sur notre territoire suscite une hostilité grandissante dans la population.



Il semble qu'à Washington, on ne prise pas du tout ce mouvement d'opinion. Le sénateur Fullbright, qui sera probablement le prochain secrétaire d'Etat, a déclaré récemment que les Etats-Unis tenaient au contrôle exclusif des armes atomiques américaines en territoire étranger. Il a ajouté qu'il croyait que le Canada se satisferait du système des "consultations" et qu'il n'exigerait pas le contrôle des armes entreposées sur son propre sol.

Si nous ne retournons pas à notre docilité traditionnelle et si le mouvement de revendication d'indépendance s'intensifie — et cela est probable — le Canada n'aura pas toujours la partie facile avec le jeune et dynamique président. Devrons-nous à notre tour nous trouver un jeune guerrier qui sauvera la tribu canadienne? ★

IMAGES DU JAPON

Jean Pellerin

RIEN de plus frappant que la ressemblance du paysage japonais aux dessins et aux peintures en filigrane qu'ont popularisés les albums d'art. Contemplateur patient et minutieux de la nature, l'artiste japonais déploie une habileté de Byzantin pour reproduire les formes éthérées des montagnes et de la végétation, de sorte que son oeuvre ressemble plus à une tapisserie qu'à une peinture.

LA FLORE

Il faut dire que cette végétation est somptueuse. Les feuillages du cèdre, du pin, du buis, du lis d'eau, du bambou, du chêne, de l'azalée, de l'érable japonais ou de la glycine est tout en lobes finement découpés. Finement découpés sont également les contours de la montagne à l'horizon et les corniches des temples et des maisons aux toits de tuile, si bien que tout, dans ce paysage, respire la grâce que seule peut rendre la technique de l'enluminure.

Pourtant, si gracile que soit ce paysage, il paraît énorme. L'humanité japonaise, même si elle est innombrable, semble toute petite dans ce décor. Il est vrai que les montagnes qui dressent leur crête bleue au-dessus des nuages, de même que l'océan énigmatique et omni-présent contribuent à brouiller les perspectives. Il est également vrai que le Japonais est petit de taille. Petits pieds, petits pas, petites maisons, petites voitures, petites rues, petites courbettes, petites attentions: une grande civilisation certes, mais une civilisation faite de petits détails discrets et merveilleux; une civilisation qu'il faut savoir regarder de très près si l'on veut en découvrir le raffinement.

LES HOMMES

Il est assez curieux de constater qu'au premier abord, le facies du Japonais parait receler, aux yeux de l'Occidental, quelque chose d'inquiétant. Il correspond, ce facies, à l'image d'Epinal qu'a fixée la dramaturgie traditionnelle: un homme raffiné et violent qui règle toutes ses querelles à la pointe du cimeterre. Il est probable que l'ossature mongole du crâne, la ligne aigüe des traits et l'éclat métallique de l'oeil en amande contribuent à donner cette impression fantaisiste. Hélas, les incompatibilités entre races sont souvent engendrées par des impressions aussi puériles, et on peut se demander si des impressions de cette nature n'ont pas injustement joué dans les rapports entre Aryens et Mongols, tout comme certaines répugnances physiques inspirées par la couleur ou l'odeur de la peau ont si cruellement joué contre les races sémitiques ou africaines?

LE TRAVAIL

Le Japonais n'a absolument rien du sicaire sournois de la légende. C'est un homme d'une politesse exquise, plein d'attentions délicates pour ses amis. Il est ingénieux et prodigieusement actif. Il a festonné ses îles en une infinité de lopins de glaise. Non content d'exploiter le sol immédiatement accessible, il a aménagé les pentes raides des montagnes, affaire d'utiliser tout le sol disponible pour accroître la récolte du riz. Dès qu'on voit ces échiquiers complexes de rizières, on s'explique que la technique japonaise d'irrigation ait pu faire école dans tout l'Extrême-Orient.

On s'étonne de la capacité de travail de ce peuple que la machine n'a pas encore rendu paresseux! Le paysan n'ira-t-il pas jusqu'à grimper dans ses arbres pour envelopper dans du papier-journal toutes et chacune de ses poires afin de les protéger des insectes? Debout dans sa rizière, de l'eau à mi-jambe, ne travaillera-t-il pas du lever au coucher du soleil afin d'achever à temps la plantation de son riz? Que dire, maintenant, des pêcheurs qui, jour et nuit, écument les grandes eaux du littoral pour attraper les quantités énormes de poissons nécessaires à l'alimentation, à l'industrie et à l'engrais des sols?

Ces gens, pourtant petits de taille, font preuve d'une endurance physique devenue rare chez l'homme de l'Ouest. On les voit partout s'affairant à leur petite besogne. C'est étrange, le travail n'a pas l'air de leur peser. Au contraire, il semble les enthousiasmer au point de leur faire dédaigner les loisirs! Où ce peuple puise-t-il donc sa force et son énergie? Le besoin crée l'organe, bien sûr. Obligé de se suffire à lui-même, il doit rivaliser d'ingéniosité et d'efforts pour tirer de ses îles tout ou presque tout ce dont il a besoin pour vivre. On pourrait dire qu'il a, à un degré d'excellence, la débrouillardise de l'insulaire qui pourrait, à la rigueur, ne plus rien attendre de la terre ferme.

LA NATURE

Mais la situation géographique n'explique pas tout. Les traditions culturelles et sociales constituent également un facteur stimulant. Le Japonais a deux passions: la nature et la famille. La nature est belle, grande et parfois redoutable. Il faut la respecter et apprendre à conjurer ses colè-

rer. La famille est l'école toute indiquée pour ce long et patient apprentissage. Elle est — grâce à l'autorité incontestée de son chef — la gardienne des traditions sociales, artisanales et culturelles. C'est elle qui règle les alliances, rend la justice, entretient le culte des morts, et il ne vient à l'idée de personne de discuter ses décisions car, en somme, l'Asiatique raisonne à peu près comme ceci: "que pourrait l'opinion d'un individu isolé contre une expérience séculaire, inexorable et infaillible? L'individu n'est rien. La nature l'écrase. Il ne vaut qu'intégré au groupe, à son pouvoir collectif, à son expérience."

Nous autres, individualistes enragés nous avons du mal à comprendre ce fatalisme résigné. C'est que nous sommes peut-être trop facilement convaincus d'avoir définitivement maîtrisé la nature et les éléments. Quelle illusion! En effet, il serait curieux de voir ce qu'il adviendrait de notre belle assurance si nous étions, comme plusieurs de ces pays d'Orient, sujets à des raz de marée fréquents, à des cyclones ou à des tremblements de terre...?

LA FAMILLE

La connaissant infiniment mieux que nous, le Japonais éprouve du respect et de la crainte devant la nature. Un instinct grégaire le pousse à se fondre dans le groupe pour mieux s'en défendre, et la famille est la cellule fondamentale de ce grégarisme.

C'est une cellule fermée, à tel point que l'on peut se demander si elle est perméable aux influences de l'extérieur? A première vue, le Japonais — le citadin s'entend — semble un individu qui respecte de bon gré le style et le mode de vie occidental. Ses villes sont organisées à la moderne. Il s'habille volontiers à la mode de Paris et de New-York. Les grandes avenues n'ont rien à envier au clinquant et au luxe des grandes rues européennes ou américaines. Et pourtant, tout cela n'est que du tape-à-l'oeil. Dès qu'il réintègre son foyer — c'est-à-dire, la petite maison basse engoncée dans son nid de verdure et cernée de tous côtés par une haute palissade — l'homme d'affaires, le député ou l'universitaire quitte la défroque occidentale, prend son bain chaud, endosse le kimono et chausse ses babouches. Il redevient lui-même avec une concupiscence non dissimulée. Il s'accroupira sur le *tatami* familial pour boire le thé ou manger le riz. Il glissera sans bruit sur les parquets impeccablement astiqués pour aller se recueillir devant l'autel des ancêtres. Il ira flâner devant la rocaille qui orne l'huis pour contempler longuement les orchidées et les lys d'eau qui y croissent.

Il faut insister: la passion, ou pour mieux dire, la religion de ce peuple, c'est la nature. Il n'en accepte point d'autre. Le Shintoïsme, le Taoïsme, les philosophies de Zen ou de Bouddha n'ont que superficiellement touché ce peuple matérialiste par tradition. Il croit à la famille, et il considère qu'aucun pouvoir de suppléance d'inspiration religieuse ou cléricale ne peut lui être substitué. En bon insulaire, il passe au crible tout ce qui vient de l'extérieur et peu de chose résiste à son esprit critique. Ce qu'il prend à l'étranger, il l'assimile avec subtilité et originalité.

L'ÉCOLE

Cet esprit critique, il le doit incontestablement à son insatiable curiosité intellectuelle. Le Japonais dispose d'une langue merveilleusement articulée et très imagée(1); une langue grâce à laquelle il a pu considérablement progresser dans la vie de l'esprit et s'initier aux cultures étrangères. Pourvu d'un pareil instrument, il n'est pas étonnant qu'il éprouve un appétit dévorant pour l'étude, les arts et les lettres.

L'analphabétisme est quasi inexistant au Japon. A peine 5% de la population est illettrée. 99.7% des élèves d'âge scolaire fréquentent l'école. Les statistiques de 1957 indiquent qu'il y a 22,480 écoles élémentaires pour 12,956,285 élèves; 12,684 écoles moyennes pour 5,718,182 élèves; 3,376 écoles supérieures pour 2,897,646 étudiants; 215 collèges et 285 universités pour 642,106 étudiants. 861,344 professeurs dispensent l'enseignement dans toutes ces institutions. La fréquentation scolaire est obligatoire durant neuf années à compter de l'âge de six ans. C'est dire que tous les enfants séjournent durant six années à l'école primaire, après quoi ils doivent fréquenter l'école intermédiaire durant trois ans. Ces études obligatoires achevées, les jeunes sont libres de s'inscrire au collège ou à l'université où l'enseignement est gratuit(1) ce qui permet d'effectuer une sélection des candidats à l'enseignement supérieur en ne tenant compte que des aptitudes. Les demandes dépassent considérablement les possibilités d'inscription (un sur cinq est reçu), et l'on cite plusieurs cas de jeunes recalés qui se sont suicidés...

Le professeur est le personnage le plus respecté au Japon après le père de famille. Il jouit partout de privilèges et de priorités. Quantité de gens se piquent d'avoir un brevet universitaire. Il n'est pas rare de rencontrer des chauffeurs de taxi, des garçons d'ascenseurs, des geichas ou même de simples filles de table pourvus d'un tel brevet.

Les grandes avenues regorgent de librairies où des flâneurs riches et pauvres sont avides de pal-

---

(1) A preuve le sens étymologique des noms des grandes villes comme **Tokio:** To (de l'est), kio (capitale): **Kioto:** kio (capitale) to (ville); **Fukuoka:** Fuku (bonheur), oka (colline); **Fukushima:** Fuku (bonheur), shima (île, colline); **Nagasaki:** Naga (grand), saki (promontoire); **Osaka:** O (grand), saka (côte); **Hiéroshima:** Hiero (large), shima (île, colline); **Yokohama:** Yoko (de côté), hama (baie), etc.

(1) Les frais d'inscriptions annuels sont de 9,000 yens, i.e. vingt-cinq dollars, pour les universités d'État. De vingt à cinquante mille yens pour les institutions privées ou spécialisées.

par les éditions récentes qui sont innombrables (on compte 2,123 éditeurs dans le pays). Les livres sont peu coûteux, très beaux, et ils s'enlèvent comme des pains chauds. Il y en a pour tous les goûts; la plupart des grands auteurs contemporains de l'Occident sont traduits et par conséquent, très connus dans les milieux intellectuels.

Soulignons en passant que les journaux japonais ont un tirage de 35 millions d'exemplaires, soit le plus considérable au monde après celui des USA. 397 Japonais sur 1,000 achètent un journal. Une pareille moyenne n'est dépassée que par la Grande-Bretagne, la Suède et la Finlande.

LA CULTURE

De cet enthousiasme fébrile, il ne faudrait pas déduire que l'école au Japon n'est qu'une entreprise de bourrage de crâne. Au contraire, elle s'efforce de former tout l'être. Elle fait une large part à l'étude des arts — de la musique en particulier — et à la pratique méthodique des sports.

Le Japonais raffole de musique — de toutes les musiques: du classique japonais au classique européen, en passant par le jazz et même le grégorien. Toutes les écoles sont en mesure d'initier à la maîtrise de la plupart des instruments de l'orchestre moderne. L'Université des Arts à Tokio se spécialise dans l'enseignement du folklore et de la musique traditionnelle japonaise.

Pour ce qui est du sport, les jeunes — et aussi les moins jeunes — le pratiquent, non pas tant en guise de détente, mais comme une ascèse. Rien de plus sérieux qu'une équipe de ballon-panier en train de mettre au point une passe... ou un étudiant qui s'entraîne à la course sur la chaussée d'une grande avenue!

L'INDUSTRIE

On comprend, dès lors, que dans cette fièvre de recherches et d'étude, les experts et les techniciens se multiplient à un rythme fou pour assurer le fonctionnement d'une industrie de plus en plus diversifiée et pour en accroître le rendement qui est déjà phénoménal. Le Japon fabrique de tout et ses produits sont recherchés dans le monde entier. Sa main-d'oeuvre experte et surabondante défie toute concurrence, de sorte que, dans tous les foyers du monde, on est à peu près sûr de trouver des objets étiquetés: *Made in Japan*.

LA FEMME

Mais on aurait une idée imparfaite du milieu culturel et social du Japon si on négligeait de parler du rôle de la femme. Pour effacé qu'il soit, il n'en est pas moins important.

En effet, partout en Orient, la femme ne préside pas aux destinées de la société de la même façon qu'en Occident. Elle ne jouit d'aucune priorité, elle n'est l'objet d'aucune adulation, elle est entièrement soumise à l'autorité du chef de la famille, mais elle n'influence pas moins, pour autant, le comportement de la société. Elle est l'ornement du foyer. C'est elle qui préside à la cérémonie du thé; c'est elle qui s'occupe de l'arrangement des fleurs et de l'entretien de l'autel des ancêtres: deux tâches à caractère sacré. C'est elle, enfin, qui, par sa présence discrète et souriante, perpétue les traditions parfois complexes de la courtoisie et de l'hospitalité. Elle est l'épouse, la dame, dans le sens romain du terme. Elle est celle qu'on révère, qu'on respecte et qu'on protège.

LE SEXE

La femme n'est pas une vestale pour autant, mais le sexe — au Japon comme dans la plupart des pays asiatiques — n'est pas, comme en pays chrétiens, une fonction honteuse qu'entrave un sentiment de culpabilité. Il est considéré comme un besoin physique naturel, sans plus.

Depuis la guerre, la prostitution n'existe plus officiellement, c'est-à-dire qu'elle n'a plus le caractère commercial qu'elle avait fini par avoir à la faveur de l'occupation de l'armée américaine. Elle est redevenue l'institution traditionnelle qui n'a pas pignon sur rue et dont personne ne parle. Un peuple aussi policé ne parle pas plus de ces choses-là qu'il ne parlerait de ses viscères ou de ses troubles gastriques.

HISTOIRE

Ce n'est là qu'un tour d'horizon très sommaire, mais il suffit déjà à démontrer à quel point il est vrai de dire que le Japon possède l'une des plus grandes civilisations d'Extrême-Orient, et ce, en dépit du fait qu'il n'est qu'un nain à côté de ses puissants voisins de Chine et de l'Inde. Sa population n'est que de 92 millions d'habitants et pourtant son influence est sensible partout en Asie. Il est incontestablement l'un des maîtres de l'hémisphère oriental, bien que, de tout temps, on lui ait contesté toute prétention aux privilèges que devrait lui assurer ce titre. Sa situation d'insulaire, en marge du continent asiatique, lui crée les mêmes besoins d'expansion que l'Angleterre, en marge du continent européen. Si cette dernière a pu se tailler un empire sans rencontrer trop d'obstacles, le Japon a échoué dans toutes ses tentatives de conquête en Chine ou à Formose. Dieu sait pourtant à quel point l'espace vital lui fait défaut.

SURPEUPLEMENT

Sa population est la cinquième en importance dans le monde, après celles de la Chine, de l'Inde, de l'URSS et des USA. La densité de cette population est de l'ordre de 247.6 habitants au kilomètre carré, soit l'une des trois plus fortes dans le monde, après celle de la Hollande (313) et de la Belgique (291).

C'est dire que le problème du surpeuplement se pose d'une manière très aigüe. Comment le

résoudre si, d'une part, toutes ses tentatives coloniales lui sont imputées à crime, et si, d'autre part, presque tous les pays lui ferment leurs frontières? Les autorités responsables en sont réduites à intensifier une campagne nationale de limitation des naissances. C'est une solution désespérée, mais de l'avis des observateurs les plus sérieux, c'est vraiment la seule qui s'impose dans les circonstances.

Sans doute, les Iles Hawaii, le Pérou et le Brésil favorisent respectivement une politique d'immigration japonaise depuis plus d'un demi-siècle, mais ces exutoires sont insignifiants en comparaison de l'accroissement colossal d'une population qui atteindra le chiffre de 100 millions entre 1966 et 1967.

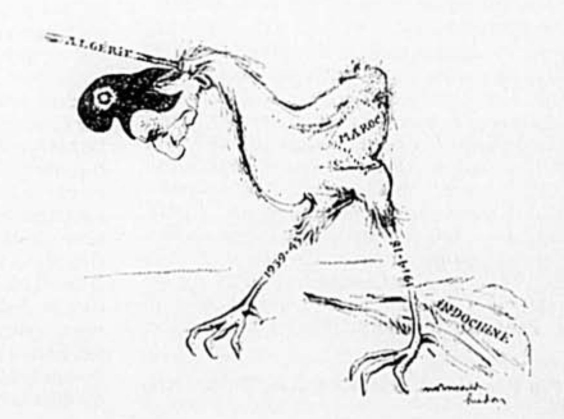
PERSPECTIVES D'AVENIR

Le Japon est actuellement à un tournant. Il est décidément trop évolué et trop puissant pour être maintenu indéfiniment en tutelle, fut-ce une tutelle américaine! C'est un pays adulte et supérieurement civilisé. Il a droit à beaucoup mieux qu'à la réputation de barbare qu'une certaine presse lui a faite après Pearl Harbour. Si certaines nations de l'Ouest se reconnaissent le droit de se tailler des empires dans les îles du Pacifique, on se demande au nom de quel principe elles pourraient lui contester le même droit, à lui qui n'est pas tant en quête de postes stratégiques ou de pétrole que d'espace vital pour ses nationaux?

On a fait payer bien cher au Japon un crime que toutes les grandes nations d'Occident ont pu commettre impunément et avec la bénédiction de tous les cagots. On a laissé choir sur sa tête deux bombes atomiques. On l'a entouré de bases militaires d'où fusent des réactés à coeur de jour dans un vacarme exaspérant: ce qui lui rappelle incidemment que la mort lui tombera dessus à la prochaine panique occidentale. Pourquoi pareille humiliation? C'est beaucoup pour un péché véniel. On pense à la fable de l'âne qui n'avait tondu d'un pré que la largeur de sa langue et qui encourut pour si peu le courroux du conseil suprême des animaux malades de la peste...

Pourquoi a-t-on peur de ce peuple? Pourquoi a-t-on agi à son égard comme des enfants qui fracassent une souris qui les a terrifiés? N'y aurait-il pas moyen de comprendre que le Japon, tout comme les autres grandes puissances, a des besoins normaux dont il faut tenir compte? Ne rend-il pas infiniment plus de services à l'humanité que certains états parasites qui accaparent pharisaïquement les sympathies des Nations Unies?

Il serait temps que des nations qui se disent démocratiques et chrétiennes répondent à ces questions autrement que par l'intimidation qu'on cause en installant partout des rampes de lancement. Le Japon a droit à sa place sous le soleil et il faudra qu'un jour, de gré ou de force, nous la lui laissions. ★



Le rêve passe . . .

A mots découverts

Gérard Pelletier

EN invitant les incroyants de notre milieu à dire tout haut ce qu'ils pensent et à soutenir publiquement leurs points de vue, je n'avais nullement l'intention de susciter un débat théologique, encore moins de déclencher une querelle religieuse. Je suis reconnaissant à Pierre Charbonneau, dont *Cité libre* publiait le mois dernier une lettre ouverte, de l'avoir compris.

(Non certes que j'écarte la possibilité d'un dialogue sur la Foi elle-même. Les chrétiens trouveraient profit à cet affrontement et les non-chrétiens, pour autant qu'ils veulent rester présents à la réalité, doivent connaître la vraie dimension de ce qu'ils refusent et la pensée intime de ceux qui croient.)

Mais le moment n'est pas encore venu, il me semble, d'aborder la question à ce niveau-là. Dans le texte (1) qui a provoqué la lettre de Pierre Charbonneau, je fixais des objectifs plus modestes: "réfléchir calmement à la situation, élaborer, peut-être, quelques formes positives de collaboration entre croyants et incroyants." N'est-ce pas ce qui doit venir en premier lieu?

Or, tout en manifestant sa dissidence, en un style très énergique, Pierre Charbonneau ne refuse pas de poursuivre avec nous ce but. Il écrit, parlant au nom de ceux qui ne croient plus: "Nous ne croyons pas cependant au déterminisme; l'inévitable peut revêtir plusieurs formes et il est encore temps d'éviter qu'il ne prenne la voie la plus hideuse." Voilà, à mon avis, le point de rencontre: une commune acceptation de la réalité, un commun effort pour que nos divisions en matière religieuse ne donnent pas prise à des fanatismes épuisants.

Quand j'écris "commune acceptation" de la réalité, je pense aux incroyants aussi bien qu'aux chrétiens. Car si, pour ces derniers, il semble trop facile d'ignorer la montée de l'incroyance parmi nous, les agnostiques ne paraissent pas non plus à l'abri des illusions. Quand Pierre Charbonneau souhaite "l'acceptation formelle du pluralisme", il assigne à notre action commune un objectif vraisemblable. Mais en ajoutant du même souffle, qu'il "est nécessaire, en particulier, de réaliser la laïcité de l'enseignement à tous les paliers", je me demande s'il a réfléchi sérieusement à ce problème. Peut-être touchons-nous ici la première des questions pratiques auxquelles nous aurions profit à chercher ensemble des solutions précises. De récentes escarmouches entre le directeur du *Devoir* et quelques commentateurs de la radio ont montré dans quel climat d'à peu près cette question se discute aujourd'hui.

De même, quand Pierre Charbonneau déclare: "Les clercs ont eu deux siècles pour faire leurs preuves; la bâtardise de notre société et la faillite de notre culture démontre amplement la nullité de leurs efforts", je dois, pour m'expliquer l'absolutisme d'une telle affirmation, me souvenir qu'il nous annonce au début de ses propos, "quelques accrocs à l'objectivité". Car cette espèce de jugement à l'emporte-pièce me rappelle trop exactement certaine condamnation globale de la Révolution française, par exemple, qui faussait chez nous l'enseignement tout entier de l'Histoire moderne.

Mais l'essentiel de mon propos d'aujourd'hui est ailleurs. Je veux moi aussi invoquer les droits de la subjectivité pour accorder une importance particulière aux passages où Pierre Charbonneau met en cause *"l'aventure de Cité libre"*. Notons au départ le jugement porté sur notre "action politique et sociale". Réserve faite de quelques adjectifs par trop élogieux, cette analyse nous paraît juste.

C'est au plan religieux, ce qui n'a rien d'étonnant, que les interprétations de Pierre Charbonneau deviennent plus discutables. Qu'on me permette de relever ici deux points particuliers.

Le premier touche un aspect capital de *Cité libre* et notre équipe partage ici le reproche de mon correspondant avec le frère Untel et les abbés Dion et O'Neill; qu'on me permette, pour rester clair, de citer Pierre Charbonneau un peu longuement:

"Vous êtes, écrit-il en parlant de *Cité libre*, un instrument précieux pour les vôtres (les croyants) qui ne sont pas tous d'accord là-dessus, mais pour nous, qui vivons en marge des préoccupations de la chrétienté québécoise, vous ne faites que retarder l'inévitable échéance en donnant l'illusion aux catholiques éclairés que ça bouge et que la société catholique canadienne-française possède en elle-même tous les germes d'un renouveau. (...) Dans la sphère religieuse, je vous classe, toutes proportions gardées et au risque de commettre une injustice, dans la même catégorie que le phénomène Dion-O'Neill et cette récente découverte du *Devoir*, le Frère Untel (...) Des manifestations comme ces deux dernières (...) ne servent qu'à donner bonne conscience à l'intelligentsia catholique. Je me refuse pour ma part à m'y associer parce qu'elles tendent à perpétuer un état clérical."

---

(1) **Feu l'unanimité, dans Cité libre, No 30, octobre 1960.**

Que ces lignes recèlent une part de vérité, je suis disposé à l'admettre, je sais d'expérience que la *bonne conscience satisfaite* trouve partout sa nourriture. Il est probable, par exemple, que les mêmes gens dont *Cité libre* entretient *l'illusion que ça bouge* ont déjà conclu que Pierre Charbonneau perpétue la tradition des mécontents isolés, genre Arthur Buies, et que tout va pour le mieux dans la meilleure des chrétientés possibles. Mais s'il fallait se tenir responsable des illusions que les autres créent, qui pourrait échapper à l'accusation de "retarder l'inévitable échéance", pour employer les termes mêmes de Pierre Charbonneau?

Je voudrais dire en outre le peu d'estime que j'ai pour les analyses qui survolent les personnes pour aller droit au *phénomène*. Il est certes plus facile de spéculer sur une réalité une fois qu'on l'a rendue abstraite et réduite en concepts. Je doute, pourtant, que ce soit là une méthode valable quand il s'agit d'orienter une action. Il est normal, peut-être, pour les sociologues en chambre d'envisager les remous qui se produisent dans le cours de notre pensée collective comme des *cas* et de se préoccuper fort peu des personnes impliquées. Mais ceux qui agissent ont un autre point de vue.

Affirmer que *Cité libre*, les abbés Dion-O'Neill, le Frère Untel "tendent à perpétuer un état clérical", ajouter qu'ils sont solidaires du cléricalisme qu'ils combattent, n'est-ce pas nier du même coup ou bien la sincérité des personnes qu'on met ainsi en cause ou bien, ce qui est plus grave, la possibilité pour des chrétiens de travailler *dans l'Eglise* à l'éradication du cléricalisme? Je ne crois pas forcer la pensée de mon correspondant en posant cette question qui m'amène du reste au second point de mes remarques.

"Autant il est impérieux pour nous de quitter la clandestinité et d'opérer à ciel ouvert, autant il importe, de votre part, de préciser vos buts et d'abandonner les mots couverts, les allusions et les périphrases dans la poursuite de vos fins."

Est-ce que je m'illusionne? Je ne crois pas que *Cité libre* ait jamais pratiqué le mot couvert ni abusé de l'allusion, encore moins de périphrases. Au niveau des questions religieuses, nous avons toujours essayé de parler un langage ferme et clair, aussi éloigné de la bravade adolescente que de l'obséquiosité conformiste.

Et quant à nos buts, je ne me souviens pas que nous en ayons amais fait un mystère. Pour ce qui est du cléricalisme, en particulier, notre attitude a toujours été très claire. Faut-il que je la précise ici une fois de plus? Ce sera la conclusion de la présente note.

A nos amis incroyants, nous avons toujours dit clairement, pour dissiper toute équivoque, à peu près ce qui suit: Nous sommes des chrétiens; vous avez quitté l'Eglise. En dépit de cette différence essentielle, nous désirons de part et d'autre, avec une égale détermination, la mort du cléricalisme. Vous êtes persuadés que le repli du clergé hors des responsabilités temporelles qui ne sont pas les siennes entraînera fatalement l'annulation pratique de toute vie religieuse. Nous estimons au contraire que l'Eglise québécoise a besoin d'abandonner un rôle qui n'est pas le sien pour retrouver son vrai sens et qu'elle sortira plus grande et plus forte de cette transformation.

Il ne s'agit pas de savoir qui a raison mais de poursuivre un objectif qui nous est commun, sans exclure aucune collaboration, fût-ce celle de certains clercs qui poursuivent la même lutte.

★

De nouveau, la carte d'identité

Pierre-Elliott Trudeau

À intervalles irréguliers dans le Québec, la question de la carte d'identité reprend la scène de l'actualité, et elle ne manque jamais d'obtenir l'appui des citoyens et des organisations bien pensants.

Cette fois-ci, comme il y a six ans, c'est l'administration municipale qui la préconise; et de tous côtés les honnêtes gens s'empressent de trouver que c'est une bonne idée. C'est pourquoi je me résignerai encore une fois à reprendre les mêmes arguments pour rappeler que c'en est une mauvaise.

On songe surtout à utiliser la carte d'identité pour prévenir les fraudes électorales, et on oublie naturellement que les institutions les plus diverses trouveraient commode d'identifier leurs interlocuteurs par le moyen de cette carte, puisque de toutes façons elle existerait. Ainsi, sans qu'on y prenne garde, et parce qu'elle sera si commode, la carte d'identité deviendra aussi obligatoire au Québec que dans les Etats militaristes ou policiers.

Je sais bien que mes contradicteurs ne l'entendent pas ainsi. Ils voudraient cette carte d'identité pour des fins électorales surtout, et seulement accessoirement pour identifier les accidentés, les criminels, les usagers de banques, etc.

"AH! VOUS ÊTES JUIF..."

Cela n'a l'air de rien du tout évidemment: une petite carte anodine que j'irais chercher tous les trois ou quatre ans (mais qui miraculeusement serait sans cesse à jour), et qui contiendrait des renseignements permettant à l'officier rapporteur de me reconnaître, si je suis électeur; au prêtre de me donner l'extrême-onction en cas d'accident, si je suis catholique pratiquant; au policier de me tarabuster, si j'ai un casier judiciaire; au banquier d'encaisser mes chèques, si je suis solvable; à la gendarmerie de me surveiller, si je lis Karl

Marx; à l'hôtellier de me fermer son établissement si je suis Juif.

Pareille irréflexion me choque. Et je me scandalise de ce que — à défaut d'éducation politique — un sentiment viscéral n'ait pas opposé une fois pour toutes les démocrates à une telle mesure. Il suffirait d'avoir étudié les expériences européennes, ou même la nôtre pendant la guerre, pour savoir qu'un système d'identification civile et criminelle, pour être efficace, surtout chez une population mobile comme la nôtre, devrait être permanent et généralisé.

Il impliquerait un contrôle serré des citoyens, qui devraient se rapporter au bureau d'enregistrement à chaque fois qu'ils déménageraient, changeraient d'emploi, ou modifieraient leur état civil. Il faudrait que le Bureau puisse rapidement localiser et identifier sans erreur chaque citoyen; c'est-à-dire que pour chacun de ceux-ci il devrait exister un dossier avec signalement complet: photo, signature, empreintes digitales, caractéristiques corporelles, notes biographiques et casier judiciaire.

"VOS PAPIERS, MONSIEUR..."

Et il faudrait surtout que la Sûreté prenne les moyens de détecter les cartes d'identité frauduleuses, de mettre à jour les cartes périmées, et de surprendre les détenteurs négligeants ou faussaires. C'est-à-dire qu'il faudrait que la carte soit exigible en tout temps, que tout cas douteux fasse le sujet d'une perquisition, et que toute infraction soit punie d'amende ou de prison.

En somme, il faudrait que tout citoyen soit constamment en demeure de justifier sa présence, ses actes et sa condition devant l'autorité: Etat, Bureau, Police, Patron.

Une bagatelle quoi, trois fois rien! C'est pourquoi, à ce genre d'argument, les braves gens répondent que "la carte d'identité ne peut que protéger l'honnête citoyen et nuire à la pègre." En somme, si l'on a bonne conscience, l'on ne devrait avoir aucune objection à rendre compte de ses moindres gestes à la Police. Autant affirmer que si l'on n'est pas communiste, on ne devait rien reprocher à la loi du cadenas, ni aux bills 19 et 20... Quant à moi, j'estime que la société politique québécoise n'a pas encore donné assez de garanties de sa maturité démocratique, pour que je puisse lui reconnaître de gaîté de coeur le droit d'inventorier, de numéroter et de cataloguer chaque citoyen.

"ÇA N'A MÊME PAS DE PAPIERS!"

Veut-on un fait divers, typique de notre mentalité civique? Il y a quelques années j'ai passé deux heures dans la prison d'une de nos municipalités, parce que j'ai refusé de m'identifier à un policier qui m'interrompit grossièrement, alors que je déambulais paisiblement à cinq cents pieds de ma maison.

Tant qu'une telle mentalité policière prévaut chez nous, je ne puis que déclarer hypocrites, irresponsables ou improvisateurs des gens qui prétendent améliorer notre régime électoral en remettant allègrement à cette police l'ultime instrument d'embrigadement et de contrôle.

Je regrette autant que quiconque les malhonnêtetés électorales. Et s'il n'existait rigoureusement pas d'autre remède à ces maux que la carte d'identité, je devrais peut-être me résigner à l'accepter. Mais chez un peuple qui a déjà beaucoup souffert de la caporalisation, je ne comprends pas qu'on puisse recommander l'adoption des méthodes coercitives avant même d'avoir épuisé les autres. Voilà bien cent ans que notre léthargie permet à des politiciens crapuleux de dominer la scène électorale; faudrait-il que notre premier réveil s'emploie à restreindre encore notre propre liberté plutôt qu'à l'employer contre les responsables?

"EMMENEZ-LE..."

Commençons par faire appliquer le Code Pénal, dans les cas de fraudes électorales, avec autant de rigueur que pour les vols de banque. Employons-nous à améliorer la confection des listes électorales. Etudions les divers systèmes d'enregistrement et d'énumération pour fins électorales. Essayons surtout de créer chez nous une conscience politique.

Il ne reste plus au monde que quelques pays où les citoyens peuvent encore évoluer avec un minimum de contrainte; et sans doute que la logique de l'âge thermo-nucléaire et de l'univers concentrationnaire devra tôt ou tard mettre fin à nos libertés anachroniques. Mais de grâce n'y consentons qu'à regret, et le plus tard possible; et que les premières concessions ne nous soient pas imposées par une poignée d'amateurs en scène politique, en mal de nous prouver leurs bonnes intentions.

★

Actualité de l'histoire

Rémi Savard

TROIS étudiants ont été expulsés de l'Université Laval. Convaincus qu'il y a là plus qu'un fait divers, et que nos amis ont été au fond victimes d'un problème collectif, nous voudrions, comme on le fait pour un point, retracer la ligne à laquelle il appartient et qui lui confère un sens.

L'ABC de la sociologie devrait nous faire cesser de traiter de façon anecdotique et parcellaire de telles situations.

Nous ne fixerions pas notre objectif un seul instant sur ce point, si nous ne lui soupçonnions une parenté profonde avec d'autres événements dont l'accumulation commence à peser lourd.

La fréquence de ces faits menace de nous détériorer si nous ne tentons pas, au risque même de nous tromper, d'en explorer les revers.

Cette équation ayant des incidences institutionnelles, nous serons inévitablement entraînés dans l'histoire. Sans l'histoire, les véritables dimensions des institutions nous échapperaient et l'intelligence du problème actuel en souffrirait.

Avant d'aller plus loin, nous ne saurions trop insister pour que ces quelques réflexions ne soient pas prises comme des diatribes contre une institution. Elles portent au fond sur un aspect de la situation faite à l'homme ,situation dont la responsabilité ne peut être que collective.

EXPULSION DE TROIS ÉTUDIANTS

On a compris que notre intention n'est pas de nous y attarder. Toutefois un bref rappel s'impose.

Ces étudiants ont été expulsés, lisions-nous dans les journaux, pour avoir permis la publication d'un article décrivant les activités d'une prostituée. Il y aurait évidemment beaucoup à dire sur le bien fondé d'une telle publication et d'une telle sanction, sur l'imprudence du journal étudiant et de l'autorité universitaire. On en a d'ailleurs beaucoup trop parlé. L'élément significatif de ce pénible incident nous apparaît être tout autre. Il ne fait plus de doute pour personne que cet article a servi de prétexte pour atteindre l'esprit d'insoumission et d'anticléricalisme du journal étudiant.

Le contenu des discussions qui suivirent l'expulsion nous l'indique d'ailleurs très bien. On vit un juriste brandir à nouveau à la face du Conseil Universitaire l'article 1054 du Code Civil, selon lequel les maitres sont responsables des dommages causés par leurs élèves! Certaines poursuites intentées contre l'Université seraient venues étayer le raisonnement juridique. Or, tenir ainsi l'Université responsable des actes commis par ses étudiants, c'est du même coup affirmer son droit de regard sur toutes leurs activités. Cette interprétation n'est pas chose nouvelle. Nous avons personnellement été mêlé d'assez près aux événements étudiants des dernières années pour l'avoir entendue à maintes reprises.

Non sans déplorer que des gens jouent ainsi à "cache-cache" avec la liberté des esprits, nous parvenons, à travers l'arsenal des stratégies et des prétextes, à un problème de base dont le renvoi des trois étudiants n'est qu'une manifestation parmi tant d'autres. Il s'agit du problème qu'on essaie de circonscrire par les mots "cléricalisme" et "anticléricalisme".

Notre intention est de montrer comment l'histoire nous permettrait de préciser quelque peu le sens local de ces termes.

UNE HYPOTHÈSE

Essayer de cerner cette question à l'aide des matériaux actuels, c'est se condamner à ne la traiter que partiellement. Les institutions qu'elle met en cause ne commencent à signifier que lorsqu'on respecte leurs dimensions historiques. Nous n'ambitionnons pas de faire ici cette histoire, mais d'en suggérer l'utilité.

On sait que dès les premiers jours de la colonisation, le clergé eut ici un rôle majeur dans le gouvernement civil.

Il y a peut-être lieu de se réjouir du fait que le clergé se soit aussi chargé de certaines fonctions temporelles systématiquement négligées par la royauté, tel l'enseignement. Mais cette situation, si elle peut se justifier par le contexte social d'alors, n'en contenait pas moins en germe les données actuelles du problème.

Nous faisons l'hypothèse que, dans le passé, tout individu aspirant à une fonction sociale, à un statut quelconque ou simplement à un emploi au service de ses compatriotes, trouvait dans les ordres le moyen par excellence de réaliser ce voeu. Dans un régime de monarchie, absolue, où la mobilité sociale était pratiquement inexistante, l'institution cléricale a peut-être été ainsi une voie privilégiée pour ceux qui aspiraient à une prise de responsabilité. Peut-être a-t-elle joué un rôle analogue sous le régime anglais. Si tel est le cas, la *"vocation"* avait alors un sens bien précis.

La présence du clergé dans plusieurs fonctions temporelles aurait alors permis aux hommes, à condition toutefois qu'ils se fassent clercs, de contourner plus facilement certains obstacles à la mobilité sociale. Ainsi, non seulement le clergé aurait assumé certaines fonctions temporelles indispensables, mais l'institution cléricale elle-même aurait été l'instrument utilisé par plusieurs pour accéder à des responsabilités.

Certaines statistiques sur les orientations des finissants des institutions secondaires de la province vont dans le sens d'une telle hypothèse. A une époque lointaine, le nombre de "vocations" variait parallèlement au nombre total de finissants et les carrières laïques comptaient pour une quantité négligeable.

Peu à peu la nécessité de passer par les ordres devint moins impérieuse pour ceux qui visaient un statut, un leadership ou un service social quelconque. Les facultés universitaires se multiplièrent. Le temps accentua si bien ce mouvement qu'actuellement les données statistiques sont renversées.

Ce sont maintenant les carrières laïques qui varient parallèlement au nombre total de finissants, alors que le nombre de "vocations" en semble indépendant. L'importance démographique des orientations laïques dépasse actuellement de beaucoup celle des "vocations".

Mais si la situation a ainsi évolué, la définition de l'institution cléricale semble pourtant avoir marqué le pas. Comment expliquer ce fait?

La possibilité d'accéder maintenant à des fonctions sociales sans passer par les ordres nous fait

soupçonner que, de plus en plus, les futurs clercs définissent leur vocation dans un sens beaucoup plus évangélique. Mais il ne faut pas s'étonner de rencontrer au sein de la hiérarchie certains individus qui définissent encore l'institution cléricale en termes anachroniques; plus ambitieux par vocation, ils atteignent plus facilement que d'autres les sommets de cette hiérarchie et parviennent ainsi à retarder une redéfinition qui s'impose. Il y a chez les clercs une tension croissante.

Mais le cléricalisme, aussi curieux que cela puisse paraître, déborde chez les laïcs, où l'on trouve une tension quelque peu parente à celle qui divise les clercs. Certains laïcs combattent l'idée que le fait, pour le clergé, de se retirer des fonctions temporelles soit le signe d'un recul de l'Eglise. Ils y voient, bien au contraire, l'unique moyen de récupérer certaines valeurs chrétiennes actuellement en danger. Mais ces laïcs ne sont pas seuls. Il y a cette masse qui, pour toute sorte de raisons, préfère tout abandonner aux prêtres. Il y a enfin ceux qui s'attachent au "statu quo" parce que leurs intérêts ne se distinguent pas très bien de ceux d'un certain cléricalisme dont nous avons parlé. Ils comprennent très bien que la "montée des laïcs" signifie le dégagement de l'homme, mais perçoivent moins aisément ce que serait leur raison d'être dans une société où personne n'aurait plus à tenir enchaîné l'esprit des autres.

De toute façon, il nous semble que l'histoire institutionnelle préciserait le sens du terme "anticléricalisme" dans la bouche de ceux qui, de plus en plus, anathématisent les laïcs et écrasent leurs prêtres sous un imprimatur moyenâgeux. Elle éviterait sûrement à l'Eglise le péril vers lequel l'entraînent les cléricaux, laïcs ou prêtres. Elle contribuerait surtout à dénouer un paradoxe malsain qui fait que l'homme de chez nous étouffe sous le poids de l'institution cléricale.

UNE MANIFESTATION TYPIQUE

Qu'on nous comprenne bien, nous n'avons aucune espèce d'objection à ce que, par exemple, un clerc enseigne telle ou telle discipline profane ou sacrée dans une université. Mais il nous semble définitivement aberrant qu'on songe encore aujourd'hui à confier à des clercs l'administration et la direction d'une telle maison d'enseignement. Replacée dans une perspective historique, l'université des Jésuites vient brouiller les cartes d'une partie dont l'enjeu est l'émergence de l'homme de chez nous. La réalisation d'un tel projet ne ferait que resserrer les brins d'un noeud complexe que nous nous épuisons actuellement à dénouer. Cette intention dessert l'Eglise et met un cran d'arrêt au développement de l'homme. Ce projet nous apparaît comme un type pur d'anachronisme, puisqu'il correspond à une situation qui n'est plus.

L'histoire dont nous venons de parler et l'expérience des toutes dernières années en matière d'éducation nous interdisent de recommencer de telles aventures. Qu'on le fasse au nom d'une balle au pas, il est toujours imprudent de vouloir maintenir des formes dépassées.

L'attitude du gouvernement libéral dans cette affaire nous indiquera s'il y eut vraiment *changement de vie* le 22 juin, ou si ce "slogan" n'était, lui aussi, qu'un "faux billet"!



Tirez sur le planiste!

P. V.

> *"Le socialisme est inacceptable et le libéralisme économique est désuet. Lesage propose: planisme économique".*
>
> Le Devoir, 13 octobre

UNE solide dénonciation du socialisme, comme il se doit quand c'est le capital qui vous a fait élire. Mais une dénonciation du libéralisme aussi, ce qui serait fort pour le chef du parti libéral si les mots avaient une signification dans notre province. Monsieur Lesage fera donc autre chose, il fera du planisme. Quant à savoir comment faire du planisme efficace sans faire du socialisme, j'y renonce et le premier ministre avec. Cette discrétion n'empêchera d'ailleurs personne de dormir et nul ne demandera le sens d'une déclaration qui veut probablement dire que M. Lesage, capitaliste, fera du libéralisme économique après l'avoir dénoncé, tout en coupant l'herbe sous le pied aux socialistes avec du "planisme", après avoir, aux élections de 1960, râflé au profit de la libre entreprise la première génération de socialistes que la province ait produite. Tirez sur l'artiste.



Une taxe mal placée? (1)

Pierre Harvey

Il y a quelques semaines, une demi-douzaine de groupements présentaient au Premier ministre de la province de Québec un mémoire traitant de l'assurance-hospitalisation. (2) Entre autres recommendations le document en question suggérait de financer le coût de ce service par "une taxe sur la production de l'électricité de $1.00 par mille kwh, avec possibilité de transmettre le montant de cette taxe aux consommateurs techniques ou domestiques" (p. 42).

Devant une telle proposition, certains ont sursauté: l'électricité comptant parmi nos rares facteurs de localisation vraiment importants, on se demandait s'il était sage de songer à frapper précisément cette ressource. N'allait-on pas, en effet, réduire alors l'avantage que l'électricité procure actuellement à l'économie de la Province? Ne devait-on pas, au contraire, s'employer précisément à favoriser l'implantation d'industrie secondaire, grâce à ces abondantes ressources hydro-électriques. Ne devait-on pas chercher à réduire les coûts des industries secondaires plutôt que de risquer de les accroître?

Dans le document soumis au Premier ministre les associations soulignent d'ailleurs le problème car elles se posent à un moment donné la question suivante: "une augmentation (même) réduite du prix de l'énergie électrique ne constitue-t-elle pas un handicap important pour l'industrie?" Le mémoire répond cependant par la négative, à partir d'une rapide analyse du pourcentage du coût de l'électricité dans la valeur brute de la production, pour chacun des dix-sept secteurs canadiens de la classification officielle. Ce tableau permet de constater, en effet, que le coût de l'électricité varie d'un minimum de 0.1% (tabac et produits) à un maximum de 2.5% (papiers et produits), ce qu'on décide alors de considérer comme négligeable ou en tous cas assez peu important.

Malgré tout, à la réflexion, cette argumentation n'est peut-être pas aussi convaincante qu'il apparaît à première vue, car les moyennes utilisées ne manquent pas de susciter quelques pièges qu'il faudrait quand même éviter. Il faut en effet noter d'abord qu'il s'agit de moyennes nationales et concernant des secteurs définis statistiquement par amalgamation d'industries assez souvent disparate à plus d'un point de vue. Si bien qu'il semble déjà dangereux de partir de telles moyennes pour juger des coûts d'activités spécifiques et localisées dans la province de Québec. Il faudrait au moins examiner la valeur de ces moyennes par rapport aux cas précis dont on aura à s'occuper.

Mais ce n'est pas là encore le reproche le plus sérieux qu'on puisse formuler contre la proposition des six associations en question. On peut se demander, en effet, s'il est sage de discuter d'une telle question en terme de moyennes. Il existe en effet, en analyse économique, une technique autrement plus précise que la technique des moyennes: c'est l'analyse marginale. Celle-ci permet aux économistes d'élaborer à certains moments des constructions abstraites fort élégantes, mais elle peut servir aussi parfois à éclairer certains problèmes concrets.

Pour le non initié un tel vocabulaire peut paraître abstrus; procédons donc par comparaison. Imaginons qu'on a entreposé dans une pièce des bouteilles d'eau qu'il faut préserver de la congélation, la température de la pièce tant de 66 degrés F. à certaines conditions, cette température pourrait être abaissée, sans inconvénients, à près de 33 degrés, donc réduite de 50%. Pourrait-on alors, du succès de cette première opération, conclure qu'il n'y aurait pas d'inconvénient à réduire encore la température de 10%, en considérant que 10% c'est bien peu comparé à 50%. Pourtant on sait qu'à partir de 33 degrés une nouvelle chute de un degré serait fatale. Non pas parce que ce dernier degré est différent des autres, mais parce qu'il vient justement à la suite des autres et au point critique. Dire tout simplement qu'on rabaisse la température de un degré ou de 33 ne signifie rien au point de vue des risques de congélation; il faut aussi savoir où se situent ces réductions par rapport au point critique.

Revenons maintenant à cette question de la taxe sur l'électricité. On admet que l'énergie électrique donne un avantage à la province de Québec sur les autres régions du pays et même de l'Amérique du Nord. Cet avantage se mesure en facilité d'approvisionnement et en coût, les deux étant naturellement liés car pour une industrie donnée, plus l'abondance de l'approvisionnement joue un rôle important plus le coût intervient dans le prix de revient. Par ailleurs, cet avantage se discute en terme relatif, c'est-à-dire par rapport à la situation des régions concurrentes et des autres postes du prix de revient. Enfin, à mesure qu'on réduit l'avantage relatif, il semble normal de surveiller le point critique, c'est-à-dire celui où l'avantage sera annulé. Plus l'avantage sera

---

(1) N.D.L.R. Cet article était déjà composé quand le gouvernement québécois décida de financer l'assurance-hospitalisation de la manière qu'on sait.

(2) Il s'agit de la F.T.Q., la C.S.N., l'U.C.C., le Conseil de la Coopération du Québec, la Fédération des unions de familles, le Chapitre français de Montréal de l'Association canadienne des travailleurs sociaux.

mince plus dangereux deviendront les mouvements additionnels. Il est par ailleurs admis que la situation de la Province, dans les grands marchés nord-américains, est loin d'être des plus favorables. On aurait donc peut-être quelques raisons de ne pas trop se fier aux moyennes nationales concernant des collections d'industries disparates.

Ce qui importe surtout, d'ailleurs, dans une telle discussion, c'est moins la situation présente des industries déjà en place que l'implantation d'activités nouvelles. La province de Québec souffre d'un surplus chronique d'offre de travail, qui se manifeste par des taux de chômage supérieurs à la moyenne nationale. Il semblerait logique de sauvegarder les bases sur lesquelles pourra éventuellement se développer une industrie secondaire qui ferait appel à cette population exédentaire. La main-d'oeuvre à bon marché constitue l'une de ces bases, l'abondance de certaines ressources, dont l'électricité, une autre. Par ailleurs, il semble souhaitable, tant socialement qu'économiquement, de rendre les salaires aussi avantageux que possible, ce qui dans de très nombreux cas justifie les efforts que déploient les syndicats en faveur de la péréquation. Mais la marge de manoeuvre sera d'autant plus faible que les autres postes du prix de revient auront eux-mêmes été plus gonflés. Si bien que si on veut, à la fois, favoriser la localisation dans la Province d'industries nouvelles et amener ces industries à payer des salaires comparables à ceux qu'on paie ailleurs, il faudra bien trouver un avantage quelque part, avantage qui par définition ne peut en aucun cas ressortir d'une moyenne nationale. De toutes manières, si on espère pouvoir compter un jour sur l'électricité pour favoriser l'établissement d'une sidérurgie dans la Province, ce serait mal commencer que de taxer cette ressource.

Sans doute apparaît-il nécessaire de chercher des sources nouvelles de financement pour le Trésor provincial: on ne peut ajouter au budget de dépenses un poste de l'ordre de 80 millions, dont une bonne cinquantaine en frais nouveaux, sans être forcé de donner aussi un coup de pouce au budget de recettes. Il serait peut-être malsain aussi de fixer une contribution uniforme alors que l'assurance-hospitalisation veut être un mécanisme de transfert. Mais une contribution reliée à l'impôt sur le revenu pourrait faire l'affaire. Le gouvernement fédéral a déjà recours à cette technique pour le financement des pensions de vieillesse: on n'aurait ni à innover, ni à rediscuter des accords fiscaux. La "contribution" serait alors fonction du niveau de revenu net, ce qui ferait de l'assurance-hospitalisation un mécanisme de transfert efficace; par ailleurs, la Province garderait sa marge de manoeuvre du côté des ressources, ce qui devrait constituer un objectif primordial de sa politique économique.

★

L'envers d'un projet d'autoroute

Gilles Desrochers

L'ANNONCE du projet de construction d'une autoroute qui relierait la Métropole à Sherbrooke n'a pas suscité autant d'intérêt dans le peuple que celle de la fin de carrière d'un athlète du hockey. Pourtant, les répercussions de ce projet sur l'économie québécoise devraient être beaucoup plus sérieuses.

Les représentants des groupes intéressés à la construction de cette route sont entièrement d'accord sur sa nécessité, étant donnés les bienfaits qu'ils en attendent. En second lieu, les promoteurs de l'autoroute prétendent qu'elle d- ra être financée, non pas par l'ensemble des usagers du réseau routier, mais par les seuls usagers de la voie, au moyen d'un péage. Cette méthode est inévitable, prétendent-ils, parce qu'autrement, l'importance du coût de la route par rapport au budget de la voirie, retarderait la réalisation d'un projet qu'ils estiment être de toute première urgence. En même temps, ils admettent explicitement que le projet ne sera pas rentable, probablement en longue période, et devra recevoir l'aide du gouvernement provincial, ce qui revient à dire que les automobilistes et les contribuables qui n'utiliseront pas cette voie devront en subventionner la construction et l'entretien.

LA QUALITÉ DE LA ROUTE

En admettant qu'une route améliorée ou une route nouvelle devrait être construite, il resterait à déterminer premièrement, *la qualité* de la route; deuxièmement, si cette voie devrait être à péage ou gratuite, c'est-à-dire payée à même la taxe d'essence et la taxe d'immatriculation des véhicules.

Nous pouvons définir la qualité d'une route comme la possibilité de franchir une distance dans un intervalle de temps donné. Lorsque la durée du parcours augmente, à sécurité et confort égaux, la qualité de la route diminue et vraisemblablement son coût de construction, mais non pas sa solidité qu'on peut supposer constante pour une route de qualité supérieure ou inférieure. La qualité telle que définie ici n'a donc rien à voir avec la solidité ou la qualité physique de la route, mais seulement avec la durée d'un parcours donné. Pour réduire cette durée, donc pour améliorer la qualité de la route, il faut diminuer l'accessibilité de la route et supprimer les croisements, ce qui veut dire construire un nombre plus grand de viaducs et de tunnels, en un mot, accroître le coût de construction.

L'autoroute proposée par les citoyens des Can-

tons de l'Est semble être du type de l'autoroute des Laurentides, si l'on en juge par les chiffres de 40 à 75 millions de dollars qui ont été cités. Il s'agit donc d'une route de qualité supérieure, d'un coût annuel d'amortissement, d'intérêt et d'entretien plus élevé que celui d'une route ordinaire, de solidité égale, mais moins rapide.

LA CIRCULATION ANNUELLE

On pourrait, par des enquêtes, connaître la circulation annuelle probable sur la route projetée, à un péage nul. Plus grande serait la circulation prévue, plus bas serait le coût unitaire de la route ou le coût par véhicule-mille. Plus la circulation serait forte, à un péage nul, tout en ne dépassant pas la capacité maximum de la route, plus l'utilité sociale de la route serait grande par rapport à son coût.

Si, au contraire, la circulation prévue était faible, même à un péage nul, une grande partie de la capacité de la route serait en moyenne inutilisée. Dans ce cas, l'utilité sociale de la route par rapport à son coût serait si petite que le projet d'investissement devrait être revisé. La construction d'une route de qualité inférieure, d'une capacité moindre et d'accès moins limité, donc moins coûteuse, devrait être envisagée.

Enfin, si la circulation prévue sur l'autoroute gratuite était tellement grande qu'il en résulterait une diminution de la qualité de la route, sous forme de vitesse ou de sécurité réduite, l'autoroute devrait être construite, puisque son utilité sociale serait nettement supérieure à son coût, mais un péage devrait être imposé afin de rationner la demande dans les limites de la capacité de la route, afin de maintenir la qualité des services rendus.

UNE COMPARAISON

La décision de construire une route de grande qualité entre Montréal et Sherbrooke peut donc se faire à partir d'une comparaison entre le coût de la route et son utilisation à un péage nul. Plus la route sera utilisée, plus son utilité sociale sera grande, sa construction justifiée. Dans les exemples précédents, la décision de construire ou de ne pas construire l'autoroute ou de réduire sa qualité, serait basée sur un critère social d'investissement: à savoir que lorsque l'utilité sociale d'un service public, à un prix nul, dépasse son coût social, la construction de cette entreprise doit être exécutée et les services fournis gratuitement jusqu'au point où la capacité est entièrement utilisée. Au-delà de ce point, il y a surutilisation ou diminution de la qualité des services rendus, un tarif ou péage doit être imposé afin de rationner la demande à l'intérieur des limites de la capacité de l'entreprise.

Il existe un second critère à partir duquel on peut décider de l'exécution d'un investissement. Il s'agit du critère de rentabilité du service public (égalité des coûts et des revenus), établi sur le principe que les individus qui bénéficient individuellement des services rendus par une entreprise publique doivent payer un prix pour chaque unité utilisée. A partir de ce critère, les citoyens doivent affranchir leurs lettres, payer leur passage dans les véhicules publics ,etc, alors que les routes, les services de la police, la défense nationale sont gratuits ou mieux, subventionnés à même les impôts.

ARGUMENT SPÉCIEUX

Si le péage doit permettre de réaliser l'équilibre entre les revenus et les coûts de l'autoroute, l'argument invoqué par les initiateurs du projet en faveur du péage est spécieux, puisqu'ils admettent explicitement que l'autoroute ne sera pas rentable et devra être subventionnée par le gouvernement de la province. Lorsqu'un projet n'est pas rentable cela veut dire, qu'à tout prix ou péage possible, les recettes seront toujours inférieures aux dépenses. Il est déraisonnable, dans ces conditions, d'imposer un péage, si bas soit-il, qui va réduire l'utilité sociale ou l'utilisation de la route, sans avoir l'avantage d'équilibrer les revenus aux coûts. Certains affirmeront qu'un péage diminuera le déficit, donc la subvention. Ce à quoi on pourra répondre que pour annuler le déficit, on n'aurait qu'à réduire la qualité de la route et en même temps les coûts, jusqu'à ce qu'ils soient égaux aux recettes, pour un péage donné.

Si l'on doit réduire de façon excessive la qualité de la route afin d'égaliser les recettes aux déboursés, il faudrait construire une route ordinaire gratuite ou améliorer l'ancienne route.

Concluons en disant, premièrement, que l'autoroute des Cantons de l'Est devrait être entièrement subventionnée s'il était démontré qu'elle serait suffisamment utilisée à un péage nul, même si elle n'était pas rentable, c'est-à-dire qu'il serait impossible d'égaliser les revenus aux dépenses à n'importe quel péage. Sa construction et sa gratuité seraient justifiées d'un point de vue social, de même que la subvention. En second lieu, disons que si l'on prévoit que la capacité utilisée, à un péage nul, serait insuffisante, il est inutile d'imposer un péage qui va diminuer l'utilisation de la route tout en nécessitant une subvention partielle qui devra être payée par ceux qui n'utiliseront pas la route. Il y aurait discrimination au détriment de ces derniers, qui seraient forcés de payer une partie du coût d'un service public luxueux profitant à une partie de la population, alors que l'entreprise ne serait pas justifiée ni d'un point de vue social ni d'un point de vue privé.

★

Marie-Claire Blais, visionnaire (1)

Georges Dufresne

MARIE-CLAIRE Blais a publié deux romans et quelques poèmes. Elle a eu au moins deux pièces jouées. De ces oeuvres, les plus connues et aussi les plus critiquées sont les romans, "La Belle Bête" et "Tête Blanche". On lui reproche de nombreuses naïvetés et de graves fautes de psychologie et de technique.

Matériellement, on a raison. Mais je pense qu'on oublie trop qu'elle a créé des personnages parmi les plus forts et les plus attachants de la littérature canadienne-française. Quant à son style, je trouve que les faiblesses flagrantes en sont compensées par l'audace et la somptuosité des images, par l'originalité et la puissance du monde mythique dont il est le langage.

"CE PAYS MANGE TROP..."

Je vois en Marie-Claire Blais notre premier visionnaire presque pur, notre premier écorché vif qui se soit délivré de sa peau assez tôt, avant que les poisons ne la débilitent.

Tous les poètes évidemment sont des écorchés vifs. Mais pour la plupart il semble que la desquamation ne s'est faite que lorsque l'être était déjà fort compromis, surtout dans notre atmosphère particulièrement délétère ("ce pays mange trop ce que les autres nations ont souffert et c'est ignoble", a déjà écrit Marie-Claire Blais). Il en résulte qu'ils manquent de force dès qu'il s'agit de rendre autre chose que le vide. Chez les uns ou les autres on trouve l'intensité du sentiment, la profusion des images, des bonheurs d'expression. Chez tous, les mythes sont rares et mal nourris, d'où un arsenal de symboles qui ne vont pas beaucoup au-delà de l'intelligence ou de la mémoire littéraire, sauf sur un thème: celui du vide.

Un seul de nos poètes, Marie-Claire Blais mise à part, me paraît avoir eu accès à des sources instinctives moins stérilisées et c'est Anne Hébert. Pour elle aussi le vide me paraît la source principale de l'inspiration (l'importance du sel dans sa symbolique), mais dans "Le tombeau des Rois" et encore plus dans "Le Torrent" bouge une force obscure indéniable même si elle est moins libre que celles qui bouillonnent en Marie-Claire Blais. Et je dois ajouter que, dans "Les Chambres de bois", il semble bien que le cri a été étouffé; le fils a été tué pour rappeler le mythe que De Grandmont a révélé.

PURETÉ D'ENFANT

Or, précisément, ce qui me paraît nouveau chez Marie-Claire Blais, c'est que le sel de la critique a très peu pénétré à l'intérieur. En elle, les puissances de l'instinct ne sont pas affaiblies, étiolées. Elles fournissent la plus riche nourriture à l'imagination. Elles la pressent de visions toutes fumantes de vie et d'une puissance jusqu'ici inconnue dans nos lettres. En même temps, ces instincts intacts lui imposent une pureté qui lui fait atteindre notre réalité à travers les masques et lui fait exprimer ce qu'elle est et ce que nous sommes en échappant à tous les pièges.

Car Marie-Claire Blais est pure, de cette pureté d'enfant que Bernanos nous a appris à reconnaître, de cette pureté qui est à l'opposé du repos des compromissions, de cette pureté qui est le révélateur de la violence et de la hideur de notre monde. Elle dit d'elle-même: "J'obéis à la violence." Elle est pure de la pureté pour qui ce monde est une place d'ongles et de sang, pour qui la méchanceté peut être un moyen de salut et l'acceptation une façon de se damner. Elle a écrit: "L'enfer, c'est de ne pas pouvoir."

Et ce qui donne à ses romans, à ses poèmes, à ses personnages, aux symboles qu'elle invente leur vérité profonde en dépit des fautes de psychologie et de technique, leur pouvoir sur nous (je pense, par exemple, à l'araignée que Patrice étouffe de l'ongle, au cancer qui ronge la joue de sa mère), c'est cette clairvoyante pureté, cette liberté des instincts. C'est cette force vierge en elle qui lui permet d'atteindre et d'exprimer son monde mythique et le nôtre comme il l'a été par peu d'écrivains et par aucun chez nous.

Ce monde mythique de Marie-Claire Blais est, nous l'avons dit, un monde de hideur et de violence. On a dit, on dira que c'est un monde malsain, le résultat d'une vision faussée, morbide, que Marie-Claire Blais est une malade, qu'elle a été influencée par la lecture du Sartre de "La Nausée", de Rimbaud, de Lautréamont. Ces jugements me paraissent fort courts.

Je sais qu'elle a lu les écrivains que j'ai nommés, qu'elle a été profondément impressionnée par eux. Mais la considération de ce qu'elle a écrit me persuade de ceci qu'elle a trouvé dans ces écrivains beaucoup plus des frères que des modèles ou des pères. Ses personnages, ses images ont

---

(1) Je tiens à remercier Guy Boulizon pour les entretiens qu'il m'a accordés sur Marie-Claire Blais et la correspondance qu'il a entretenue avec elle au cours des années '58 et '59.

une puissance, une étoffe qui prouvent leur enracinement dans sa nature profonde et que ne donnerait jamais une affiliation intellectuelle ou émotive comme on trouve chez d'autres de nos poètes.

NOS MONSTRES

Quant à son équilibre mental, je suis peu informé pour en juger. Je ne l'ai pas encore rencontrée et je manque de renseignements sur sa jeunesse et même sur sa vie présente. Mais à questionner certains de ses amis, j'ai été frappé par l'humilité profonde qui accompagne en elle l'acceptation totale de soi. Il me semble que, du moins pour le moment, elle réussit un phénomène de sublimation sur le plan littéraire qui, pour être périlleux, n'en est pas moins un équilibre. Que dans ces tendances sublimées des pulsions aggressives mal intégrées, un refus de la féminité aient un rôle important, la chose est indiquée. Et après? Ces éléments morbides du psychisme nous dispensent-ils de chercher le poids d'objectivité de sa vision? N'est-il pas plus juste au contraire de penser que cet équilibre tout particulier qui est le sien, cette sensibilité à la laideur et à la violence est ce qui lui permet de pénétrer, la première, au-delà des masques de notre civilisation obsessive? "Le mal est un esclave qui fait monter l'eau", a écrit Claudel.

La psychanalyse nous a appris à voir que l'obsession de la perfection formelle était le masque que se donnait la violence trop primitive pour se couler dans des conduites raisonnables. Alors, dirons-nous que le monde encore une fois de hideur et de violence de Marie-Claire Blais n'est pas nôtre, nous triplement obsédés que nous sommes, comme humains orgueilleux, comme Occidentaux, comme catholiques de type canadien-français. Oui, ce monde atroce des visions de Marie-Claire Blais nous nous y reconnaissons, même si nous sommes incapables de le porter comme elle, avec amour.

Car Marie-Claire Blais aime ses monstres, nos monstres. Elle nous apprend à les voir sans masque, monstrueux mais quand même animés, tourmentés par l'amour et par conséquent dignes d'amour. Elle nous apprend à nous accepter un peu plus comme nous sommes. Elle nous donne notre mythe.

C'est ainsi que Marie-Claire Blais me paraît être notre premier poète qui ne soit pas stérile, notre premier visionnaire. C'est dire que je mets en elle une grande espérance. Aussi j'ai un très grand respect pour la démarche qu'elle choisit de prendre et je deviens très timide au moment de faire la moindre critique, la moindre suggestion. Je sais d'une part qu'elle est ouverte comme un enfant aussi qu'elle sait résister à certaines critiques insanes qui lui sont faites et continuer impertubablement son chemin.

Tout ceci pour dire que tout en aimant "La Belle Bête" et "Tête Blanche" je me demande si Marie-Claire Blais n'a pas cédé, pour les écrire, à une tentation de faiblesse, à un besoin de communiquer; je me demande s'il n'y a pas là manque de rigueur. Je me demande si ce qu'elle a à nous donner ce n'est pas, plutôt que des romans, des livres de visions ou au moins des livres comme le "Voyage en Grande Garabagne" de Michaux. Les romans suivraient peut-être plus tard, mais j'ai l'impression que pour le moment la forme du roman est une contrainte où son génie réussit à passer mais avec une certaine maladresse. Encore une fois, ce n'est là qu'une suggestion timide. C'est déjà tellement ce que Marie-Claire Blais nous a donné. Puisse-t-elle continuer au-delà de l'adolescence et des études qu'elle a entreprises.

★

André Laurendeau, auteur dramatique primé

Yerri Kempf

SUPPUTER les chances d'un texte, destiné aux planches, est une entreprise hasardeuse et qui expose celui qui se livre à ce genre de pronostic au plus flagrant des démentis. Mais il y a quelque chose d'excitant à prendre des risques et à pouvoir vérifier un jour la pertinence de son jugement. La pertinence... ou l'impertinence! Aussi ai-je à peine hésité, lorsque notre directeur Gérard Pelletier m'a proposé de lire la pièce d'André Laurendeau — laquelle vient de remporter le Prix du T.N.M., et qui sera montée par cette troupe au cours de la prochaine saison — afin d'en entretenir les lecteurs de *Cité libre*. Il faut ajouter que la curiosité n'est pas le moindre de mes défauts.

Maintenant que j'ai lu "Deux femmes terribles" (je n'aime guère ce titre!) je ne regrette pas d'avoir accepté cette espèce de défi: en effet le sort des personnages de Laurendeau me passionne! Il me passionne parce que si je suis sûr de leur existence, je ne suis pas persuadé que les feux de la rampe leur seront bénéfiques.

L'histoire peut se résumer en quelques mots. Trois couples fêtent le dixième anniversaire de leur mariage. L'épreuve du temps constitue toujours une terrible pierre de touche et même les sentiments qui ont tenu, ne sont plus tout à fait les mêmes. André Laurendeau se révèle le cruel comptable des dix années conjugales écoulées et, à la fin du premier acte, nous savons déjà qu'un seul des trois couples demeure un vrai couple. Les

notations sont fines et placent chaque personnage dans la perspective de son passé tout en le situant par rapport au présent vécu sous nos yeux. Acte d'exposition un peu statique et qui me semble d'une vérité plus romanesque que théâtrale. Il y a aussi un célibataire, auréolé d'Afrique, qui participe à ses premiers ébats. Bien que l'un des époux lui explique: "Vous autres, ,célibataires vous pensez connaître les femmes parce que vous avez un carnet d'adresses bien garni. Vous sautillez d'une femme à l'autre, et ça ne vous apprend rien. Il faut longtemps vivre avec la même: tu la regardes, elle a les yeux que tu dis, pendant un temps ça se détériore, seulement l'expérience t'a appris que ça va se replacer: des caprices, des... cycles... un mouvement de pendule. Quand la marée baisse, tu te cales solidement dans ton fauteuil et tu attends que ça revienne. Ça revient toujours." Nous pressentons que son rôle sera décisif.

Au deuxième acte, le mari que nous n'avons pas vu, mais dont la personnalité domine le groupe, se tue en voiture. Ce mort et cette mort figent en quelque sorte le passé et séparent définitivement les deux femmes "terribles", puisque la veuve se consacrera désormais au culte du disparu tandis que la maîtresse — qui est aussi la femme du parfait connaisseur de l'âme féminine, cité plus haut! — s'apprête à s'envoler vers les forêts africaines pour y goûter, dans les bras du célibataire, d'autres ivresses. Et sans doute pour l'initier à son tour au mystère des cycles...

Comme on le voit l'histoire est dramatique et cueillie à même la vie de tous les jours. André Laurendeau fait preuve d'une maturité qui lui permet de dominer le drame. Observateur lucide, il a créé des personnages à la fois canadiens et universels. On découvre en lui un analyste sensible du sexe faible. Sensible, mais pas dupe. "Les femmes! Si on s'inquiétait de leurs sautes d'humeur! Moi, quand elle se met à parler d'une certaine manière, je la laisse filer et pense à mon prochain contrat." Son métier d'auteur dramatique manque encore d'expérience. Si le dialogue coule aisément, l'action par contre ne me semble pas assez violente — je sais bien qu'on m'objectera l'inimitable Echékov — et surtout l'imagination créatrice ne se soumet pas assez aux lois théâtrales, puisque pour nourrir son troisième tableau, elle fait appel à deux jeunes gens tout à fait en dehors de l'action et dont la présence ne sert qu'à faire passer le temps, ce temps qui à ce moment-là n'appartient, ne devrait appartenir, qu'aux principaux protagonistes... Malgré ces réserves ou plutôt à cause d'elles, j'ai hâte de voir représenter "Deux femmes terribles" afin de constater à ma grande honte, que le public, lui, n'est pas aussi coupeur de cheveux en quatre, et donne son adhésion à des personnages dont le coeur bat au même rythme que le sien.

★

Bien-Aimée Alexandrie

Pierre Laberge

Les oeuvres d'art sont d'une infinie solitude; rien n'est pire que la critique pour les aborder. Seul l'amour peut les saisir, les garder, être juste envers elles.

RAINER MARIA RILKE

PAS à pas le chemin du souvenir, je reviens vers la ville où nos vies se sont mêlées et défaites, écrit Durrell dès la première page de *Justine*, la ville qui se servit de nous, la ville dont nous étions la flore, la ville qui jeta en nous des conflits qui étaient les siens et que nous imaginions être les nôtres; bien-aimée Alexandrie! Et nous acceptons de le suivre avec déjà plus que de la curiosité au fond de nous-mêmes. Comme si déjà une sorte de tendresse intuitive nous initiait aux promesses de l'oeuvre. Comme si l'auteur, dès les premières lignes, nous prêtait ses intentions, d'un masque de cire, d'un tableau figé dans la mémoire, guettait avec nous l'occasion de refaire un visage animé, un événement aux profils multiples et contradictoires. Car la vie, réelle ou imaginaire, n'a qu'une loi: l'impondérable, le relatif; de la description d'un objet, il ne peut sortir rien d'autre que cet objet, de la comparaison entre plusieurs images du même objet, des mêmes personnages ou des mêmes situations, il ressort une approximation, un pour-soi, un sujet. Ce qui explique ou du moins tend à expliquer le charme, la fascination vraiment curieuse que Durrell exerce sur certains esprits, c'est qu'il les plonge avec une habileté consommée dans un univers de sujets, où toute valeur est désormais soumise aux règles de la relativité, et par définition, toute responsabilité limitée.

L'univers n'est pas responsable des cataclysmes qu'il tient en réserve, l'océan ne l'est pas des fureurs qui naissent parfois de ses profondeurs. Pourquoi l'homme, lisons-nous entre les lignes, serait-il le maître des forces obscures qui impriment à sa vie, par-delà le champs de la conscience, sa direction fondamentale? Des amours de Justine, du suicide de Pursewarden, nous en savons moins après avoir lu toute l'oeuvre qu'à la fin du premier tome. "C'est une maladie, disait-elle (Justine), de vouloir tout faire tenir dans le cadre d'une philosophie ou d'une psychologie". Dans la mesure où ses personnages s'attirent ou se repoussent suivant des lignes de force qu'ils ne maîtrisent pas, on peut dire que Durrell s'est inspiré des grandes découvertes freudiennes. Leur comportement s'inscrit en tous cas sans heurt dans les cadres d'une psychologie de l'inconscient de la même manière que sa vision dite "prismatique" de la réalité est conforme aux données de la physique actuelle. Est-ce assez dire jusqu'à quel point l'auteur a voulu se prendre au mot et écrire le roman de notre époque? Heureusement, la poésie est là, partout, et qui sauve tout.

(suite à la page suivante)

Plus on est gros, plus on est bête

Guy Viau

S'IL est un domaine en cette province où clercs et laïcs, Canadiens de langue française et Canadiens de langue anglaise, catholiques, protestants et Juifs, réalisent l'oecuménisme, c'est en art. Tous sont ici d'accord à rivaliser d'inculture et de bêtise. Plus on est élevé dans la hiérarchie, plus on est unanime dans la complicité avec la laideur, complaisant dans l'unanimité. C'est à croire que la grossièreté en art est directement proportionnelle aux diplômes, et la compétence inversement proportionnelle au rang social et aux responsabilités assumées. La basilique est immanquablement plus monstrueuse que l'église de banlieue et de province, dont quelques-unes sont fort convenables, et la dernière de nos basiliques, Notre-Dame-du-Cap, qui n'est pas encore terminée, est, si possible, plus achevée dans l'aberration que toutes les autres ensemble. Ce qui a valu à son auteur, Adrien Dufresne, d'être nommé tout récemment par le ministre de la Jeunesse architecte-conseil de la construction des écoles de la province de Québec. A situation d'urgence, pompier d'envergure!

La cité universitaire Laval de Québec, une des grandes universités françaises du monde dans la plus belle ville du pays, atteint à un gigantisme irraisonné dans le plan d'ensemble et à une incohérence dans les édifices déjà construits, auxquels les subtils gouverneurs de l'université de Montréal n'oseront jamais rêver, gigantisme et incohérence qui seront épargnés à l'université de Sherbrooke (puisqu'elle n'est qu'une demi-université) si l'on en juge par le plan d'ensemble de l'urbaniste Jean-Claude La Haye—dans la mesure où l'unité de ce plan ne sera pas faussée par chacun des édifices, conçus par des architectes différents.

LA CULTURE PRÉTEXTE

Pas étonnant que Laval laisse moisir une importante collection de peintures anciennes sous prétexte que son rôle à elle se limite à *ENSEIGNER* et confie à l'architecte mégalomane de son plan d'ensemble le soin d'enfouir dans les canalisations souterraines (et qui seront vraisemblablement désuètes avant de servir) l'argent dont une infime fraction eût suffi à conserver et à montrer ces tableaux. Pas davantage étonnant que ledit mégalomane, Edouard Fiset, soit nommé, du coup, directeur du Service d'urbanisme de la ville de Québec, lui qui d'ailleurs avait défendu le projet de cet autre monument à la bêtise, le nouvel Hôtel-Dieu de Québec.

Faudra-t-il laisser les Jésuites construire leur université Sainte-Marie pour vérifier qu'il est possible de renchérir sur la platitude du pavillon Lallement et de la maison Bellarmin et fournir ainsi des armes (légères, il est vrai) aux esprits forts qui nourrissent honteusement la conviction *"qu'en théocratie, l'instruction n'est qu'un prétexte."*

Inutile de rappeler que les musées d'art de Montréal et de Québec se sont fait un point d'honneur de mépriser la finesse et la modestie du Château de Ramezay; que la bibliothèque municipale de Montréal est une horreur à côté de l'ancien Fraser ou du nouveau Fraser-Hickson; que le Laurentien et le Reine-Elizabeth sont loin d'être à la hauteur (au figuré) de la moindre auberge de village; que le nouveau Windsor-Plaza, s'il est un édifice convenable en soi, a défiguré et amputé cruellement l'ancien Windsor; que les

---

Bien-Aimée Alexandrie

(suite de la page précédente)

"Les orangers furent plus opulents que de coutume cette année-là"! ainsi commence *Cléa*, alors que l'auteur, revenant une dernière fois sur ses personnages, esquisse de nouveaux profils, semble corroborer son échec à les saisir en insistant davantage sur les liens étroits qui unissent l'expérience humaine au décor où elle s'inscrit, à sa situation dans un espace, que ce soit la ville avec son musc, ses habitants cosmopolites, curieux mélange de deux civilisations, que ce soit la nature, et ici Durrell donne la vraie mesure de sa capacité d'évocation. L'amour de Darley et Mélissa sur lequel il nous laisse, et qui semble devoir durer, on pourrait croire qu'il nous l'abandonne comme pour donner une fin à ce qui n'a pas eu de commencement; mais derrière elle, s'impose encore l'insistante préoccupation de celui qui, obsédé par ses fantômes, ces "fictions sélectives que la vie bat comme un jeu de cartes, mélange et sépare, éloigne et réunit", ne peut réussir à les exorciser. "L'espèce d'arabesque que nous dessinons devrait pouvoir servir à quelqu'un; ou n'est-ce qu'un feu d'artifice qui ne signifie rien? Sommes-nous des êtres humains ou rien de plus qu'une collection de marionnettes poussiéreuses suspendues dans le coin de l'esprit d'un écrivain?"

A cette question il n'est pas donné de réponse. Et pour cause. Le contexte est tel que la première perdrait tout son sens si la seconde n'était d'avance jugée illusoire. ★

maisons de riches ne sont souvent que le grossissement des vilains bungalows banlieusards de la Société Centrale d'Hypothèques et de Logements (malgré des exceptions fort honorables et de plus en plus nombreuses à Westmount et à Outremont, alors que Ville Mont-Royal, après un bon départ, se dégrade d'année en année); que par souci d'autonomie, les édifices des gouvernements municipaux valent ceux du gouvernement provincial qui valent ceux du gouvernement fédéral qui ne valent rien (à quelques exceptions près, dont le bureau de poste de Ville Mont-Royal); l'hôpital Général de Montréal étant pire cependant que l'hôpital Ste-Justine et l'hôpital Notre-Dame qui n'en mènent pas large (au figuré); le siège social des banques et le magasin à rayons pire que la moindre de leurs succursales...

LES SIMPLES ONT RAISON

Il n'y a qu'un secteur de l'activité canadienne dans lequel s'affirme le souci de la justesse, le sens de l'art, c'est en architecture industrielle et commerciale. Nos usines et nos *centres d'achats* (celui de Rockland, en particulier) sont souvent plus que passables. Tout comme nos granges qui, pendant les cent dernières années, ont été ce que les Canadiens français firent de mieux en architecture. Quand un Canadien français construit une grange, quand un Canadien anglais ou juif construit une usine, il n'a plus tendance à se prendre pour un autre, il est dans son élément. L'angélisme et l'idéalisme ne faussent plus les perspectives. Il ne réagit plus en parvenu de la culture, en nouveau riche de la responsabilité et du pouvoir, en primaire qui fait tout pour s'ignorer. Tandis qu'un ministre, un prélat, un quelconque gros bonnet qui se met dans la tête de construire se prend tout naturellement pour Cecil B. de Mille, Ubu-roi ou le Soviet Suprême. Tous ces gens qui se targuent d'avoir communié au plus pur génie grec, au plus pur génie français se mettent à charrier et à extravaguer à qui mieux mieux.

La même loi (celle du plus gros...) se constate à l'intérieur même de la profession d'architecte. L'officier supérieur est plus obtus que l'officier inférieur lequel a rarement autant d'imagination que son *nègre*. Les jeunes valent mieux que les vieux. Le phénomène prend même des proportions étonnantes. Comme j'avais laissé entendre dans une interview (Le *Devoir*, le 17 septembre 1960) que l'école d'architecture de Montréal était un dortoir, un architecte, Almas Mathieu, eut le courage et la sincérité de répondre (Lettre au Devoir, le 22 septembre 1960): "*... Monsieur Viau fait preuve de mauvaise foi ou bien il ne s'est jamais intéressé vraiment à ce qui se passe là. Ils sont nombreux les éveilleurs à l'école et ce sont justement les élèves qui jouent ce rôle auprès d'un corps professoral des plus amorphes et apathiques. En effet, depuis quelques années déjà, l'éveil des élèves, leurs initiatives, leur inquiétude vis-à-vis l'Architecture, leur activité en ce domaine est une réalité qui fait rougir un grand nombre de leurs devanciers. Les élèves sont plus avertis, connaissent et respectent mieux les grands de l'Architecture que leurs professeurs eux-mêmes.*" Des élèves, c'est ce qu'on fait de mieux dans la province de Québec.

Si bien qu'il ne faudrait pas s'étonner que le titre d'*Architecte de la cité*, la fonction de "*transformer Montréal en une métropole à la fois belle et fonctionnelle*" soit confiés à un ingénieur professionnel, Claude Robillard. Cette nomination m'inspirerait, quant à moi, la plus entière confiance.

UN OBSCUR REMORDS

L'on sait que les architectes pratiquent le secret professionnel, la solidarité professionnelle. Cela consiste pour la plupart à laisser se commettre toutes les aberrations sans mot dire et, chaque fois que possible, à les commettre soi-même puisque, de toutes façons, quelqu'autre collègue les commettrait à sa place. Or ces mêmes architectes, par le truchement de leur association et tourmentés par je ne sais quel obscur remords, se déclarent favorables à la tenue de concours d'architecture dans l'espoir, sans doute, de découvrir le génie méconnu, le grand homme que ni ses collègues, ni ses professeurs, ni ses patrons, ni ses clients n'auraient su distinguer. Dans la dernière livraison de la revue *Architecture, Bâtiment, Construction* (octobre 1960) et sous le tire significatif: *LA BELLE QUI SE CACHE*, un représentant de l'Association des Architectes de la province de Québec vante "l'*importance, la nécessité et les avantages*" de tels concours pour lesquels l'association a fixé "*un code de règlementation*" que tous les membres sont tenus de respecter. Ces règlements tiennent, entre autres, que "*tout concours d'architecture nécessite un programme. Un tel programme ne s'improvise pas et pour venir en aide aux promoteurs d'un concours, le code stipule qu'un architecte-conseil est la personne compétente pour établir le programme et les conditions du concours.*

"*Le jugement d'un concours nécessite un jury. Sur le jury nommé par les promoteurs, le code exige qu'au moins la moitié des membres soient des architectes (...)*

"*Le code prévoit d'autre part quatre genres de concours, publics, sur invitations particulières, par étapes et pour fins de recherches*".

LA BELLE NE SE CACHE PAS

Or, dans de nombreuses conversations avec des architectes (conversations au cours desquelles je dus constater, soit dit en passant, que les architectes sont envers eux-mêmes d'une sévérité auprès de quoi, celle des critiques n'est que *de la petite bière*) j'ai été frappé par leur unanimité à reconnaître toujours les mêmes noms, canadiens et étrangers, comme étant les meilleurs. Pour le Canada français, une dizaine de noms, une quin-

zaine peut-être, d'artistes accomplis, capables de donner leur mesure dès maintenant, quelques-uns bien connus, d'autres encore ignorés, vu que les noms des *nègres* n'apparaissent pas toujours *au générique*, sans compter une autre quinzaine de jeunes vraiment prometteurs. D'autre part, informez-vous auprès des peintres, sculpteurs, artisans, décorateurs, ingénieurs et critiques, ce sont encore les mêmes noms que vous obtiendrez, à quelques variantes près. Qu'attendre alors d'un concours? Ou bien l'on possède le discernement de choisir l'architecte-conseil compétent et les membres compétents du jury (dont la moitié d'ailleurs serait des profanes) et alors, pourquoi ne pas les employer directement à la réalisation du programme au lieu de les rendre inéligibles au concours? Ou bien l'on ne possède pas ce discernement, et l'on s'en remet aux officiels, aux barbons, aux pompiers, président de l'Association, directeurs d'écoles, patrons de grands bureaux commercialisés, du soin de découvrir ce que le moindre architecte et les élèves eux-mêmes connaissent déjà fort bien. A supposer, bien entendu, que les meilleurs architectes aient trouvé le temps et la bonne grâce de participer à de tels concours. Je pense, par exemple, au concours de murales pour le hall d'entrée d'un immeuble à bureaux qu'une société d'architectes de Montréal a proposé, il y a quelques années. Le choix du jury s'est porté sur une oeuvre d'Alfred Pellan. Etait-il bien nécessaire de procéder par voie de concours pour arrêter son choix sur un peintre aussi réputé que Pellan? Il en va de même des concours du centre municipal de Vancouver, et de l'hôtel de ville d'Ottawa, remportés par deux des meilleures sociétés d'architectes montréalais déjà reconnues sans conteste pour tout le monde à peu près... Il est injurieux pour un artiste de se voir ainsi traité en enfant d'école ou comme candidat à un concours de beauté. Le choix d'un artiste devrait, au contraire, reposer sur des affinités profondes, un enthousiasme envers ses oeuvres, une admiration envers sa personne, une confiance étayée sur une réputation établie. Quant aux jeunes talents, il est facile de les repérer dès les dernières années d'école ou les premières années de stage.

SAVOIR CHOISIR LES MEILLEURS

Mais si les concours publics me semblent inutiles, même nuisibles, il en va autrement des concours sur invitations particulières. Que l'on propose à quelques architectes, aux meilleurs, aux plus qualifiés pour un projet donné, un tournoi de gentilhommes, on a des chances de stimuler les architectes eux-mêmes et d'instruire tous les intéressés sur la diversité des solutions recevables. Par exemple, l'expérience a été tentée en Suisse, en 1946, pour une église aux environs de Bâle. On s'adressa à deux des meilleurs architectes du pays, Herman Baur et Fritz Metzger. Les projets, très différents l'un de l'autre, furent tous deux magnifiques. Un concours comme celui-là fait avancer l'architecture. C'est approuver, du même coup et à plus fortes raisons, les concours pour fins de recherches qui peuvent lancer les architectes dans des recherches qu'ils ne feraient pas autrement et dont les projets, réalisés et exposés, servent à résoudre des problèmes importants et à éduquer le public. ★

Borduas, ou la minute de vérité de notre histoire

Pierre Vadeboncoeur

AVOIR de la vérités dans nos rapports avec la vérité. C'est du manque d'une telle vérité que nous souffrons dans nos vies, dans notre pensée. C'est ce que l'art, la vie et la pensée de Paul-Emile Borduas proclament, c'est ce qu'ils illuminent de la lumière intense et brève de la révolte. Il a tout refusé ce qu'on lui avait donné, c'est entendu, mais il l'a refusé parce qu'il était incapable de mal prendre ce que l'on reçoit. Il lui a été nécessaire de tout rejeter et surtout ce que les catholiques proclament comme véritable, parce qu'il lui était impossible de recevoir sans vérité la vérité elle-même. Il a posé que d'abord la réponse de l'homme doit être vraie, qu'elle soit de refus, de foi, d'attente ou d'acte: tout ce qui sort de l'homme doit être vrai, c'est la première vérité, et non d'abord ce qui y entre. Tant mieux si cette première vérité rencontre ensuite une autre vérité.

L'art, qui est un acte vrai, enseigne cela absolument. L'art, dont c'est le propre de dénoncer tout compromis, est fait d'actes spirituels absolument vrais et n'ayant pas d'intérêt à ne pas l'être. C'est peut-être le seul domaine où une extrême liberté existe, donc où une extrême vérité peut exister. Ces actes de l'esprit, ces actes libres, ces actes vrais, on ne les pose pas jour après jour impunément, c'est-à-dire sans qu'ils finissent par séparer dans l'homme le vrai du faux, sans qu'ils finissent par exiger de lui qu'il ne dise, et ne fasse, et ne refuse, et n'adhère, que dans la vérité. Du moins, en fût-il ainsi, je crois, pour Borduas. *Refus Global* fut un acte de vérité; je ne dis pas un acte d'adhésion à la vérité, mais un acte de vérité.

Exiger d'abord de n'être que vrai, c'est à peu près le contraire de ce que notre culture demande de nous. Culture d'inquisition, il lui est à peu près indifférent que nous soyons faux ou que nous soyons vrais. Elle préfère même que nous soyons faux si nous devons être vrais contre elle. Il n'est pas nécessaire d'insister pour rappeler que notre culture admet et protège la fausseté la plus complète et la plus répandue, favorise la gamme

(suite à la page suivante)

CHRONIQUE DU TEMPS PERDU

Spectacles éphémères... pour diverses raisons

Yerri Kempf

TENNESSEE WILLIAMS domine la scène américaine et son oeuvre, popularisée par le cinéma, connaît une audience internationale. Le vieux naturalisme, cher à Zola, triomphe de la sorte et passe aux yeux de certains pour une formule d'avant-garde, tout simplement parce que la "tranche de vie" remise au goût du jour, est épicée de complexes.

Et qu'y a-t-il de plus moderne qu'un complexe? Par ailleurs, l'esprit même de cette esthétique est plus proche du cinéma que du théâtre, aussi les pièces de Tennessee Williams sont-elles d'authentiques scénarios. D'où le succès de films comme "Un tramway nommé désir." Cependant l'observation photographique de la société américaine se trouve légèrement perturbée par l'irruption des obsessions personnelles de l'auteur et, si certains personnages sont des folles décoratives et comiques, d'autres apparaissent comme les douloureux boucs émissaires d'une société détraquée et d'un auteur névrosé. Alma, l'héroïne d'"Eté et Fumée", appartient à cette dernière catégorie. Le choix de ce prénom d'Alma — qui veut dire "âme" en espagnol — fait apparaître une autre intention de Williams, intention qui dérive du Théâtre Symboliste et qui est également à l'origine de l'Ange de pierre qui se dresse au centre du décor, ainsi que de certaines joliesses d'expression: "L'éternité et les vierges ont les mains fraîches!"...

Tout ce mélange irradie une sourde poésie, lorsque le metteur en scène trouve le rythme et le style qui sortent ce monde névrosé de sa gangue trop vériste et transforme en visions oniriques ces tableaux cliniques de "cas" relevant de la psychiâtrie. L'équipe de l'Egrégore: Mousseau (décors et éclairages), Barbeau (costumes) et Jean-Marie Cloutier (musique) a apporté sa précieuse expérience au jeune André Pagé dont la première mise en scène a ainsi réussi le miracle qui confère à cette "expérience de laboratoire, pourvue d'un merveilleux romanesque" (Je cite de mémoire) un indéniable pouvoir d'envoûtement.

Dans le personnage d'Alma, Kim Yarochevskaya parcourt avec une infinie et bouleversante humanité le chemin de croix qui transforme son âme éprise de pureté en chair offerte aux commis voyageurs. Albert Millaire, autre personnage central, fait preuve d'une autorité et d'une présence toujours efficaces. Parmi les silhouettes qui tournoient autour du couple, j'ai noté au passage les dons comiques de Paule Bayard et d'Andrée Saint-Laurent. Mais je voudrais surtout signaler la remarquable composition d'Yves Massicotte qui interprète le personnage du pasteur avec un art consommé.

●

L'encre des lignes qui précèdent avait à peine séché, que j'apprenais la consternante nouvelle: l'Egrégore, chassé de son théâtre, se retrouve dans la rue. Déjà en butte aux attaques malveillantes de certaines gens du métier, Mme Françoise Bert et ses collaborateurs doivent maintenant en plus faire face à des difficultés qui risquent de réduire à néant des efforts inspirés à la fois par le désintéressement et le culte de la qualité, deux impératifs qu'on voit d'un très mauvais oeil derrière certains tiroirs-caisses...

●

En écoutant les rires qui ponctuaient le déroulement du "Voyage à trois", second spectacle présenté cette saison au Théâtre Stella, je me disais: "Après tout, Mme Brind-Amour a peut-être raison d'avoir choisi cette pièce..." Celle-ci est aussi bien jouée qu'elle est écrite et les cuisses de Mmes Janine Mignolet et Janine Fluet ne trahissent pas la "pensée" de l'auteur. Jean de Lettraz est mort. Paix à ses cendres. Elles ne sont pas légères!

Borduas, ou la minute de vérité de notre histoire

(suite de la page précédente)

entière de l'immoralité de pensée pour garantir simplement une chose: nul ne déroge.

Refus Global est un coup de tonnerre, non parce qu'il affirme un refus, non parce qu'il soutient quelques vérité, non parce qu'il prend certaines positions justes ou erronées, mais parce qu'il réalise la décision de son auteur de ne rien servir, fût-ce la vérité, à partir d'un acte de mensonge.

Borduas est à la source de la conscience des intellectuels depuis quinze ans chez-nous; il est le point de départ et le point central de cette conscience. Si les intellectuels se révoltent, aujourd'hui, ce n'est pas parce que l'Evangile est prêché, ce n'est pas non plus parce que leurs idées sont combattues par les prédicateurs, mais c'est parce que ceux-ci prétendent obtenir d'eux, et au besoin leur imposer, qu'ils adorent Dieu en Lui mentant.

Nous sommes inondés de vérité, mais nous avons un incommensurable besoin d'être vrais! La religion elle-même a un immense besoin de la vérité des consciences! Cela, apparemment, n'inquiète pas beaucoup de clercs.

Il ne s'agit pas de prendre la vérité comme un paquet ,il ne s'agit pas de vomir épuisé la confession qu'on nous demande, il s'agit d'être uniquement, totalement vrai, il s'agit de provoquer la vérité, de la faire jaillir, de naviguer sur ses eaux sombres, d'aller! Tu ne me cherchais pas si tu ne m'avais déjà trouvé. La vérité a donné, pour Borduas, quelques images de Dieu qui sont ses toiles.

Les intellectuels tiennent des propos pessimistes. Ils ont raison d'être noirs, car comment faire une civilisation fondée sur la fausseté des consciences? Il ne faudra plus jamais être faux.

Borduas nous a donné ce message. Il avait quelque chose d'un saint.

★

J'ai conservé le souvenir de "Chambre 110", telle que cette comédie avait été présentée lors du dernier Festival d'Art Dramatique. Il s'agissait alors d'un divertissement de bon aloi, plein de fraîcheur, que la fantaisie de M. Jacques Bobet animait jusqu'au bout, non sans maladresses certes. J'ai employé à dessein le mot "fantaisie" qui caractérise à mes yeux la forme d'invention naturelle à cet auteur. Or la nouvelle mouture de "Chambre 110" que la Comédie Canadienne vient d'inscrire à son répertoire, a perdu l'essentiel de son pouvoir comique et cela m'a fort ennuyé. Ennuyé en tant que public et plus encore en tant que critique. Aussi vais-je essayer de découvrir les causes de cet échec. Tout d'abord il me semble que les modifications apportées au texte primitif sont allées dans un sens contraire aux dons de M. Bobet: on lui a demandé de transformer sa fantaisie débridée en comédie de moeurs et, en somme, à pousser action et personnages vers un plus grand réalisme. Ce même souci se retrouve dans la distribution et la mise en scène de M. Jean Dalmain. Prenons le cas du personnage de M. O'Brien, père. Joué cet été en composition par Yves Massicote, il est personnifié à la Comédie Canadienne par un authentique Anglais bilingue: Ronald Kinsman. Si ce dernier est de toute évidence plus vrai, plus réaliste que le personnage stylisé de la première mise en scène, il a perdu par contre dans cette opération toute vertu comique. Il ne fait plus rire, parce que appartenant à une vision fantaisiste du monde, le réalisme le réduit aux tristes apparences d'un véritable touriste anglais. Je me suis appesanti sur le cas de ce personnage qui traduit assez bien le sens des erreurs dont a été victime le talent de Jacques Bobet. Signalons toutefois que Pierre Thériault et Lise Lasalle sont parvenus à tirer leur épingle du jeu et qu'on a même eu le temps de s'apercevoir que celle de Lise est d'or! Décor et costumes de Guy Lalumière témoignent d'un très joli goût.

●

Pour terminer cette chronique, je voudrais féliciter la direction du Théâtre Club d'avoir transformé pour quelques soirs sa salle en cabaret parisien, afin de permettre au public montréalais de venir applaudir la grande diseuse Catherine Sauvage. Tour à tour drôle, sarcastique, bouleversante, gouailleuse, poétique et toujours humaine, elle a passé de Ferré à Lorca, de Brecht à Aragon avec une aisance et une autorité peu communes. Certains instants avaient l'éclat du diamant, d'un diamant planté en plein coeur . . . Inoubliables instants!

★

CINÉMA

Arthur Lamothe

La Strada passa à Montréal. Vous l'avez vu, mais les foules n'y coururent pas. Vinrent **Les Nuits de Cabiria.** Les exploitants du cinéma jouèrent à coup sûr. Il y avait la fille de mauvaise vie. Le R.P. Emile Legault fut requis pour baptiser le film. La voix télégénique de Roger Baulu parla du miracle que personne ne trouva. La Vierge, le miracle, la fille perdue. Il y eut à la radio des annonces commerciales et l'on entendit les ondes gémir de cris de misère et de désespoir. Et **Les Nuits de Cabiria** s'inscrivent sur les tablettes des exploitants à côté de **Tu es un rat** et de **J'ai péché.** Il avait fallu mentir sur les qualités de la marchandise pour la réduire au commun dénominateur et assurer le succès financier. Et **Hiroshima mon amour,** jugez-en par la publicité, se vend sous de fausses représentations.

Ainsi joue la dialectique de l'exploitation cinématographique pendant que les officiers de l'éducation populaire prononcent des mots culturels devant lesquels les foules se dérobent.

BRISER L'ÉQUATION

Et les foules continueront de se dérober au verbiage des pédagogues qui veulent leur offrir les sous-produits d'une culture classique apprise sur les bancs des écoles, tandis que seuls les navets entretiennent les commerçant de pellicule. Car tous les efforts dont le but ne sera que d'agrandir le cercle des initiés à une forme traditionnelle d'humanisme tourneront dans le vide d'une époque où il n'y a plus de temps mort. Les peuples n'iront pas en foule aux cours du soir et ce n'est pas quelques voeux pieux de ministre ou d'aumônier qui élèvera le niveau culturel des films. Seule l'élévation des exigences des masses consommatrices modifiera le niveau des contenus cinématographiques. Le Festival du film de Montréal fut un de ces événements qui brisa le charme tranquille des vieilles théories sur lesquelles se reposaient les exploitants de cinéma. Le Festival fut la chance remarquable, le rituel nécessaire pour exorciser au Québec l'équation navet= succès financier.

La revue **Box Office** remarqua: "A huge success, both in box office results and artistic values".

DU JOURNAL À LA TÉLÉVISION

Il existait autrefois un humanisme aux valeurs sûres dont les règles s'apprenaient. Tout était dans un ordre immuable et la parole et l'écriture avaient la primauté.

Quelques nouvelles techniques d'information, le journal et la radio, ne changèrent rien à cet état. Le journal a conservé le filtre de l'écriture. La radio, c'est à la fois la veillée des chaumières, l'information politique et sociale, immédiate, l'art du conteur et du troubadour, le concert à portée d'oreille. Mais les formes de transmission de la culture ne sont pas modifiées. Seules changent les modalités. Chacun imagine le visage du héros et chaque récit fait appel au réservoir d'images que l'homme s'est créé. Ce qui faisait dire à un auteur radiophonique que la radio était plus visuelle que la télévision.

La télévision est un phénomène distinct du cinéma. Elle n'a pu que dégager une nouvelles distribution des revenus attribués aux diverses formes de loisir. Le cinéma, spectacle de foule, écran large, salle noire, conserve sa primauté dans les rites collectifs. La télévision n'a été au début, et n'est encore que la radio améliorée, la radio plus l'image. La faible dimension de l'écran réduit les possibilités visuelles et la place qu'occupe cet écran parmi les objets familiers enlève une grande partie des pouvoirs mythiques. Une politique de télévision s'énonce de façon différente d'une politique de cinéma. Et, s'il fallait en énoncer une, il faudrait tout d'abord partir à l'assaut d'une forteresse qui s'appelle **rating** et dans laquelle se protège, sous la noble couverture de la démocratie (le vote populaire) plus d'un marchand de camelote.

. . . ET AU CINÉMA

Mais il reste le cinéma qui n'est ni télévision ni théâtre. Sa puissance évocatrice fait surgir de la nuit les ombres de Méphistophélès ou d'Orphée, impose les visages d'une nouvelle mythologie, subjugue les foules. Le cinéma est un des phénomènes culturels essentiels du vingtième siècle.

Il donne la primauté à l'image mouvante et par là bouleverse les conditions de l'information. Sa puissance évocatrice est sans commune mesure avec les autres procédés de communication écrits, sonores ou parlés. Les pendus de François Villon devien-

nent aimables à côté de la courte image que montra, il y a deux ans, un journal filmé, des conjurés pendus sur la place publique d'Amman, en Transjordanie. On peut décrire dans le journal l'assassinat d'un dirigeant politique japonais, publier une photo, mais on ne peut en projeter le film complet sur les écrans sans donner la nausée (1)

Il procure à bon marché l'exotisme dans le temps et dans l'espace, toute la gamme des exotismes, et fournit tous les paradis des évasions. Il agit au niveau des sens et contourne l'intelligence formée aux humanités ce qui lui permet de supprimer toutes les barrières culturelles et de transformer les données classiques de la compréhension. Il détruit les cloisons historiques des civilisations.

Le cinéma habille en hommes du monde les démons du subsconscient et compense les frustations. Il fournit, à l'échelle industrielle, de façon permanente et planifiée, un exutoire social comme le sont tant d'autres spectacles qui s'appellent carnaval, corrida, match sportif. Il remplace les jeux tribaux. Il libère l'individu en le plongeant dans la foule où disparaissent les hiérarchies du savoir, de la naissance et de la richesse.

L'INDUSTRIE

Avant d'être art, il n'est que tout cela. L'art ne peut lui être donné que par surcroit. Le titre de **7e art** n'est là que pour rassurer. Car, dès son apparition, la panique s'empare des élites. Anathèmes, censures, louanges et consécrations. Par des procédés artisanaux, des hommes cultivés voulurent éduquer les masses. Mais le bon cinéma ne s'enseigne pas, à moins que l'on décide de mettre les peuples à l'école après que des **élites** auront établi les règles d'or et fondé les académies.

Et les commerçants menèrent, en toute légitimité, la ronde des affaires, les livres de comptabilité déterminant les critères de production. Abandonné ainsi à sa propre dynamique commerciale, le cinéma ne pouvait offrir qu'une culture dégradée, ne pouvait que diminuer les efforts intellectuels des individus, tuer tout un humanisme. Il ne pouvait que doubler les problèmes nés avec le règne des foules de l'ère industrielle.

(1) La version projetée au téléjournal fut une version censurée. On parle facilement de pornographie au sujet de l'amour; il existe aussi une pornographie de la mort. Stanley Kubrick sait l'utiliser, **Allo-Police** également.

DES DONNÉES POLITIQUES

Toutes les protestations et légitimes indignations ne seront que des pertes de temps tant que ne sera pas imaginée une politique culturelle qui tienne compte de quelques données essentielles:

— Le profit monétaire régit les lois de l'exploitation du cinéma.

— Le succès d'un film est assuré par la création d'une **communauté d'attente** spécifique qui formera la foule des spectateurs.

— Les commerçants ont la tendance bien légitime de présenter des films pour lesquels existe déjà une **communauté d'attente** ou pour lesquels on pense créer aisément et à peu de frais cette **communauté d'attente.**

Or le **Festival du film** crée de nouvelles **communautés d'attente** et, partant, peut déterminer de nouveaux courants. Car il agit directement sur la foule; il parle le seul langage audible des publics de cinéma, installé qu'il est sur la place publique. Il élèvera le niveau culturel des productions cinématographiques (1).

Des combats dispersés sur des fronts limités ne peuvent rien en face d'un phénomène de masse. A l'âge de la foule anonyme, il faut une politique culcurelle qui tienne compte, à la fois, de la fin des aristocraties et d'une nouvelle économie du loisir des hommes.

(1) Or le **Festival** ne peut vivoter. Il deviendra un des événements cinématographiques importants de ce continent, ou alors on écrira sur lui ce que Hye Bossin a écrit sur le **Festival du Film de Stratford** dans le numéro du 5 octobre **du Canadian Film Weekly:** "As for the Stratford Film Festival, I think the Foundation would be justified in dropping it. The situation is untenable... Nor can you get the king of glamorous whoop-de-do for the Stratford Film Festival that you get at Cannes or even Stratford's Shakespearean Festival".

★

A qui appartient Cité Libre?

Dans sa livraison de février 1951, soit dans la deuxième année de son existence, *Cité libre*, répondait à cette question de la façon suivante: "Personne ne possède la revue. Tiré à 500 exemplaires, le premier numéro nous coûtait 250 dollars. Les dix collaborateurs réguliers ont misé chacun 25 dollars et sont rentrés dans leurs fonds en distribuant chacun cinquante exemplaires à 50 cents pièce. Les administrateurs de carrière souriront; nous sourions aussi."

Pour marquer son dixième anniversaire *Cité libre* s'est réorganisée. Non contente de faire peau neuve dans sa présentation, la revue adopte un nouveau rythme de parution. Elle devient mensuelle. Au plan administratif, elle devient une coopérative d'éditions en bonne et due forme, qui comprend déjà — et les portes n'en sont pas fermées — soixante-quinze membres.

Ces soixante-quinze membres, actionnaires de la coopérative, sont donc les propriétaires de la revue. Réunis en assemblée générale annuelle, ils élisent un conseil d'administration qui, à son tour, choisit le directeur de la revue. Tous les abonnés sont reconnus comme membres auxiliaires de la coopérative et invités à l'assemblée générale qui a lieu en octobre autant que possible.

Le conseil d'administration, élu lors de l'assemblée générale du 18 novembre 1960, est formé des personnes suivantes:

PRÉSIDENT :
Jean Dostaler

VICE-PRÉSIDENT :
James Hodgson

SECRÉTAIRE :
Claude Longpré

TRÉSORIER :
Yves-Aubert Côté

DIRECTEURS :
Benoit Baril
Jacques Hébert
Edgar Lespérance
Gérard Pelletier
Pierre-E. Trudeau

COMITÉ DE SURVEILLANCE :
J.-Z.-Léon Patenaude, président
Jeanne Lapointe
Roland Parenteau

ARCHIVISTE :
Pierre Tanguay

VÉRIFICATEUR :
Bernard Dubé, C.A.

Autorisée comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa.

AU MAITRE DE POSTE, S.V.P.,

si non réclamée, retourner après cinq jours à:
CITE LIBRE, 5090 Papineau, Montréal 34.

Montreal Baby Tooth Survey

P. O. Box 235 — Snowdon, Montréal

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le "Montreal Baby Tooth Survey" commencera sa campagne vendredi, le 25 novembre. Elle désire obtenir 50,000 dents. L'enquête veut faire une étude sur le strontium 90 absorbé par les enfants dans la province de Québec, étude basée sur une accumulation considérable de dents de lait que les enfants ont perdues.

La retombée provenant des explosions nucléaires contient le strontium 90, matière radioactive. Chez l'animal, il s'amasse dans les tissus riches en calcium tels que les os et les dents, et en particulier dans ces tissus en formation, c'est-à-dire ceux de l'enfant et du jeune animal. Dans la nourriture humaine, environ la moitié du strontium 90 vient du lait, alors que le blé et les légumes en fournissent le reste.

Le "Baby Tooth Survey" est précisément destiné à nous renseigner davantage sur ce problème. Les dents de lait sont très utiles à cette fin, vu la facilité de les accumuler en nombre considérable.

Des feuillets spéciaux ont été imprimés pour expliquer cette enquête. Ces feuillets seront distribués à Montréal par les pharmaciens membres du I.R.D.A. (Independent Retail Druggists Association), et par diverses associations scolaires.

Le "Baby Tooth Survey" a été organisé par un groupe de citoyens et d'hommes de science soucieux de l'intérêt commun et intéressés au problème que représente l'accumulation du strontium 90 chez les enfants. Parmi ceux qui font partie du comité scientifique consultatif, l'on compte le docteur H. G. Dion, doyen de la faculté d'agriculture du Collège Macdonald, le docteur Murray Cunningham, radiologiste à l'hôpital Royal Victoria et le docteur Pierre Dansereau, doyen de la faculté des sciences à l'Université de Montréal.

Si vous désirez d'autres renseignements sur l'enquête, vous êtes prié de vous adresser à "The Montreal Baby Tooth Survey", Boîte Postale 235, Bureau de Poste de Snowdon, Montréal, ou téléphoner à HU 4-7113.